

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 85

10 janvier 2014

### SOMMAIRE

123 SCI .....	4079	Financière du Benelux S.A. ....	4051
Adviser I Funds .....	4055	First London European Properties S.à r.l. .....	4075
All Properties .....	4065	First London European Properties S.à r.l. .....	4075
Aquatrans Cargo S.A. ....	4050	Indian Investment Company .....	4039
Asazcenter Dikrich Asbl .....	4057	Inzag II S.à r.l. ....	4052
ATL Aquatrans Logistics S.A. ....	4041	Inzag S.à r.l. ....	4052
Bantleon Anleihenfonds .....	4063	Kauri Cab Arminius .....	4075
BAYVK-REITS1-Fonds FCP-FIS .....	4063	Laboratoires Pharmedical S.A. ....	4050
Bernos Patrimoine S.A. ....	4077	Lex Holdings S.A. ....	4076
Bernos Patrimoine S.A., SPF .....	4077	Luxembourg e-archiving .....	4056
Bisonte Luxco S.à r.l. ....	4080	Minpress Investments S.à r.l. ....	4080
BlackRock Agriculture Fund - Master Fund .....	4050	Multi Manager Access .....	4037
Cantor SA .....	4035	Multi Manager Access II .....	4037
Casimir S.A. ....	4051	Nerthus Invest S.A. ....	4038
Cleome Index .....	4036	New Blitz .....	4073
Cometec S.A. ....	4051	PE-Invest SICAV .....	4076
Compagnie Financière de la Sûre S.A. ....	4051	Publitop .....	4035
Davy SA .....	4034	Ramb S.A. ....	4051
Dexia Luxpart .....	4040	SCHILTZ Architectes-Ingénieurs S.A. ....	4076
DEXIA World Alternative .....	4040	Senior Assist International S.à r.l. ....	4064
DMM .....	4038	SouthBridge Europe Mezzanine GP, S.à r.l. .....	4066
Egon Diamond S.à r.l. ....	4056	Stonehenge SA .....	4080
Egon Holdings S.A. ....	4056	UBS Global Solutions .....	4034
Ellipse S.A. ....	4036	Victor Buck Services .....	4056
Espirito Santo Control S.A. ....	4039	Werner S.A. ....	4055
European Angels Fund GP S.à r.l. ....	4041		
Eurotax All Invest .....	4063		

**Davy SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 130.868.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra de manière extraordinaire le 30 janvier 2014 à 14 heures 00 au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Constatation et approbation du report de la date des Assemblées Générales Ordinaires ayant pour objet d'approuver les comptes annuels des exercices clôturés au 30 juin 2011, au 30 juin 2012 et au 30 juin 2013.
- Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ainsi que des rapports de contrôle du Commissaire relatifs aux exercices clôturés au 30 juin 2011, au 30 juin 2012 et au 30 juin 2013.
- Approbation des bilans arrêtés au 30 juin 2011, au 30 juin 2012 et au 30 juin 2013 et des comptes de profits et pertes y relatifs ; affectation du résultat.
- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat durant les exercices clôturés au 30 juin 2011, au 30 juin 2012 et au 30 juin 2013.
- Renouvellement des mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes.
- Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2014001876/45/22.

---

**UBS Global Solutions, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 135.728.

Die Aktionäre der UBS Global Solutions sind zur

**JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG**

der Gesellschaft eingeladen, die am Freitag, den 31. Januar 2014 um 11:00 Uhr an deren Geschäftssitz stattfindet.

*Tagesordnung:*

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Juli 2013
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates
5. Satzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien spätestens um 16:00 Uhr fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle hinterlegen. Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme.

Jeder Aktionär ist zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung und zur Abgabe einer Stimme berechtigt. Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne einen Vertreter entsenden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und anschliessend per Post spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014004976/755/32.

---

**Cantor SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 130.611.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra de manière extraordinaire le 30 janvier 2014 à 16 heures 00 au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Constatation et approbation du report de la date des Assemblées Générales Ordinaires ayant pour objet d'approuver les comptes annuels des exercices clôturés au 30 juin 2011, au 30 juin 2012 et au 30 juin 2013.
- Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ainsi que des rapports de contrôle du Commissaire relatifs aux exercices clôturés au 30 juin 2011, au 30 juin 2012 et au 30 juin 2013.
- Approbation des bilans arrêtés au 30 juin 2011, au 30 juin 2012 et au 30 juin 2013 et des comptes de profits et pertes y relatifs ; affectation du résultat.
- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat durant les exercices clôturés au 30 juin 2011, au 30 juin 2012 et au 30 juin 2013.
- Renouvellement des mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes.
- Divers.

*LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.*

Référence de publication: 2014001877/45/22.

---

**Publitop, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 59.734.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire de Publitop (ci-après désignée la «SICAV») qui s'est tenue le 6 janvier 2014, les actionnaires sont invités à assister à la

**DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 13 février 2014 à 14 heures 30 (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A. au 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Transfert du siège social de la SICAV au 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette et modification subséquente des articles 4 et 24 des statuts;
2. Modification de l'avant-dernier paragraphe de l'article 17 des statuts pour supprimer le détail des conditions réglementaires et se limiter à la seule référence à la loi du 17 décembre 2010 et aux documents relatifs à la vente;
3. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la SICAV et modification subséquente de l'article 24 des statuts.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

Les droits d'un actionnaire de participer à l'Assemblée et d'exercer le droit de vote attaché à ses actions sont déterminés en fonction des actions détenues par cet actionnaire le cinquième jour qui précède l'Assemblée à minuit, soit le 7 février 2014 à minuit (heure de Luxembourg).

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 10 février 2014 auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, à l'attention de Legal Fund Management (Fax N° +352 27 97 49 40).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Le projet de texte des modifications proposées aux statuts peut être obtenu sans frais auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2014004977/755/32.

---

**Ellipse S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 27.320.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra extraordinairement le 27 janvier 2014 à 14 heures dans les locaux de l'Etude Tabery & Wauthier, 10, rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

*Ordre du jour:*

1. Ratification de la non-tenu de l'Assemblée Générale Annuelle à la date statutairement prévue compte tenu de la non-disponibilité des comptes annuels au 30/06/2013;
2. Ratification de la nomination par cooptation d'un nouvel Administrateur et décharge;
3. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
4. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 30/06/2013;
5. Affectation du résultat;
6. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
7. Renouvellement du mandat du Commissaire aux Comptes;
8. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014003342/322/21.

---

**Cleome Index, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 72.234.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire de Cleome Index (ci-après désignée la " SICAV ") qui s'est tenue le 6 janvier 2014, les actionnaires sont invités à assister à la

**DEUXIÈME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 13 février 2014 à 14 heures 15 (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A. au 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Transfert du siège social de la SICAV au 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette et modification subséquente des articles 4 et 24 des statuts;
2. Modification de l'avant-dernier paragraphe de l'article 17 des statuts pour supprimer le détail des conditions réglementaires et se limiter à la seule référence à la loi du 17 décembre 2010 et aux documents relatifs à la vente;
3. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la SICAV et modification subséquente de l'article 24 des statuts.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

Les droits d'un actionnaire de participer à l'Assemblée et d'exercer le droit de vote attaché à ses actions sont déterminés en fonction des actions détenues par cet actionnaire le cinquième jour qui précède l'Assemblée à minuit, soit le 7 février 2014 à minuit (heure de Luxembourg).

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 10 février 2014 auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136 route d'Arlon L-1150 Luxembourg, à l'attention de Legal Fund Management (Fax N° +352 27 97 49 40).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L - 1470 Luxembourg.

Le projet de texte des modifications proposées aux statuts peut être obtenu sans frais auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2014004981/755/33.

---

**Multi Manager Access, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 115.445.

Die Aktionäre der Multi Manager Access sind zur

**JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG**

der Gesellschaft eingeladen, die am Freitag, den 31. Januar 2014 um 11:00 Uhr an deren Geschäftssitz stattfindet.

*Tagesordnung:*

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Juli 2013
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates
5. Satzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien spätestens um 16:00 Uhr fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle hinterlegen. Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme.

Jeder Aktionär ist zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung und zur Abgabe einer Stimme berechtigt. Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne einen Vertreter entsenden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und anschliessend per Post spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2014004978/755/32.

**Multi Manager Access II, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 129.748.

Die Aktionäre der Multi Manager Access II sind zur

**JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG**

der Gesellschaft eingeladen, die am Freitag, den 31. Januar 2014 um 12:00 Uhr an deren Geschäftssitz stattfindet.

*Tagesordnung:*

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Juli 2013
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates
5. Satzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien spätestens um 16:00 Uhr fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle hinterlegen. Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme.

Jeder Aktionär ist zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung und zur Abgabe einer Stimme berechtigt. Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne einen Vertreter entsenden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und anschliessend per Post spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014004979/755/32.

**DMM, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 141.638.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire de DMM (ci-après désignée la " SICAV ") qui s'est tenue le 6 janvier 2014, les actionnaires sont invités à assister à la

**DEUXIÈME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 13 février 2014 à 14 heures (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A. au 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Transfert du siège social de la SICAV au 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette et modification subséquente des articles 4 et 24 des statuts;
2. Modification de l'avant-dernier paragraphe de l'article 17 des statuts pour supprimer le détail des conditions réglementaires et se limiter à la seule référence à la loi du 17 décembre 2010 et aux documents relatifs à la vente;
3. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la SICAV et modification subséquente de l'article 24 des statuts.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

Les droits d'un actionnaire de participer à l'Assemblée et d'exercer le droit de vote attaché à ses actions sont déterminés en fonction des actions détenues par cet actionnaire le cinquième jour qui précède l'Assemblée à minuit, soit le 7 février 2014 à minuit (heure de Luxembourg).

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 10 février 2014 auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136 route d'Arlon L-1150 Luxembourg, à l'attention de Legal Fund Management (Fax N° +352 27 97 49 40).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Le projet de texte des modifications proposées aux statuts peut être obtenu sans frais auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2014004980/755/31.

**Nerthus Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 124.740.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra extraordinairement le 12 février 2014 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales

L'assemblée générale ordinaire du 6 janvier 2014 n'a pas pu délibérer sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint. L'assemblée générale ordinaire qui se tiendra extraordinairement le 12 février 2014 délibèrera quelle que soit la portion du capital représentée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014004982/534/15.

**Indian Investment Company, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 44.263.

The Extraordinary General Meeting of Shareholders of Indian Investment Company (the "Company") held on 18 December 2013 could not validly deliberate and vote on the proposed agenda due to a lack of quorum required. The Shareholders are convened to assist to the

**RECONVENED EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

(the "Meeting") to be held at the registered office of the Company on 27 January 2014 at 11:30 a.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. To resolve on the liquidation of the Fund;
2. To appoint KPMG Luxembourg S.à.r.l., represented by Mr Zia Hossen, as liquidator and to determine the liquidator's powers and remuneration.

There is no quorum required for this Meeting to validly deliberate and vote on the liquidation of the Company. Resolution 1 will be passed by a majority of two thirds of the votes cast at the Meeting, whereas resolution 2 only requires the consent of a simple majority of the votes cast.

Shareholders may vote in person or by proxy. Proxy forms can be obtained from the Registered Office of the Company. Proxies received for the Extraordinary General Meeting on 18 December 2013 will be kept and remain valid for this Meeting unless they are expressly revoked.

If you intend attending the Meeting, please inform the Board of Directors of the Company by mail of this intention at least two business days prior to the date of the Meeting.

If you do not expect to attend the Meeting in person, please sign and date the enclosed proxy form and return it as soon as possible by fax to the following number: (+352) 464 010 7460 and subsequently by airmail to:

Indian Investment Company  
49 Avenue J F Kennedy  
L-1855 Luxembourg,  
Grand Duchy of Luxembourg

In order to be valid for this Meeting, proxy forms should be received by 9.00am on 26th January 2014.

From the date of the extraordinary general meeting taking the decision to put the Fund into liquidation, the Fund will no longer be listed on the Luxembourg Stock Exchange.

*By Order of the Board of Directors*

Référence de publication: 2013178933/755/34.

**Espirito Santo Control S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 13.634.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra par-devant Notaire le mardi 28 janvier 2014 à 11.00 heures dans les bureaux de SG GROUP au 231, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Fixation du capital autorisé à EUR 500.000.000,- (cinq cent millions d'euros) et renouvellement subséquent de l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'augmenter le capital social dans le cadre du capital autorisé.
2. Demande d'autorisation de supprimer le droit de souscription préférentiel dans le cadre du capital autorisé en application de l'article 32 (3)-5 de la loi sur les sociétés commerciales, sur base d'un rapport dûment motivé du Conseil d'Administration;
3. Refonte complète des statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions légales en vigueur;
4. Ratification de la démission de M. Pedro MENDONCA DE QUEIROZ PEREIRA de ses fonctions d'Administrateur de la Société;
5. Acceptation de la démission avec effet immédiat des Administrateurs suivants:  
Messieurs Domingos ESPIRITO SANTO PEREIRA COUTINHO, Joao ESPIRITO SANTO SILVA SALGADO, Patricio Miguel GUERRY MONTEIRO DE BARROS et Jorge LEITE FARIA ESPIRITO SANTO SILVA;
6. Décharge à accorder aux Administrateurs démissionnaires;

7. Nomination de Messieurs Fernando MONIZ GALVAO ESPIRITO SANTO SILVA et Pedro MOSQUEIRA DO AMARAL, aux fonctions d'Administrateurs de la Société;
8. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014003981/27.

---

**DEXIA World Alternative, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 82.737.

—  
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires («l'Assemblée») de DEXIA WORLD ALTERNATIVE aura lieu au siège social de la société, 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette le 20 janvier 2014 à 14.00 heures.

*Ordre du jour:*

1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 30 septembre 2013
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2013
3. Affectation des résultats
4. Décharge à donner au Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2013
5. Election du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
6. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 17 janvier 2014 auprès de DEXIA WORLD ALTERNATIVE, 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, à l'attention de Fund Corporate Services (Fax N° +352 / 2460-3331).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande et sans frais auprès du siège social de la société ou peut leur être envoyé sans frais sur simple demande.

*CONSEIL D'ADMINISTRATION.*

Référence de publication: 2014000001/755/28.

---

**Dexia Luxpart, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 52.211.

—  
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires («l'Assemblée») de DEXIA LUXPART aura lieu au siège social de la société, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg le 20 janvier 2014 à 11.00 heures.

*Ordre du jour:*

1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 30 septembre 2013
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2013
3. Affectation des résultats
4. Décharge à donner au Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2013
5. Election du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
6. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 17 janvier 2014 auprès de DEXIA LUXPART, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, à l'attention de Fund Corporate Services (Fax N° +352 / 2460-3331).



Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande et sans frais auprès du siège social de la société ou peut leur être envoyé sans frais sur simple demande.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2014000003/755/28.

**ATL Aquatrans Logistics S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6670 Merttert, 2C, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 107.463.

Sie werden hiermit zu einer

**ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG**

der Aktionäre von Aquatrans Logistics S.A., welche am 21. Januar 2014 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit der nachfolgenden Tagesordnung stattfinden wird, eingeladen:

*Tagesordnung:*

1. Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars
2. Vorlage und Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31.12.2012
3. Entlastung der Verwaltungsrates und des Kommissars
4. Mandatsverlängerungen
5. Verschiedenes

*Im Namen und Auftrag des Verwaltungsrates.*

Référence de publication: 2013179364/17.

**European Angels Fund GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 182.072.

**STATUTES**

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-sixth day of November.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

**THERE APPEARED:**

General Partners Services S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in the course of registration with the Luxemburgish companies' register;

represented by Mr Benoit Dardenne, lawyer, professionally residing in 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, which, initialled ne varietur by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacity, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the relevant laws and the present articles of incorporation:

**Preliminary title - Definitions**

In these Articles of Incorporation, the following shall have the respective meaning set out below:

"Law of 10 August 1915"	the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended from time to time
"Law of 15 June 2004"	the Luxembourg law of 15 June 2004 relating to investment companies in risk capital, as the same may be amended from time to time
"Articles of Incorporation"	the articles of incorporation of the Company, as the same may be amended from time to time
"Bank Business Day(s)"	each day upon which the banks are open for business in Luxembourg for the full day
"Board"	the board of Managers of the Company
"Manager"	a manager appointed to the Board or as the case may be a member of the Board in accordance with the Articles of Incorporation
"Share(s)"	any share issued in exchange for those shares or by way of conversion or

reclassification, and any share representing or deriving from those shares as a result of any increases in or reorganisation or variation of the capital of the Company

"Shareholder" means a holder of Shares.

### **Title I. Name, Purpose, Duration, Registered Office**

**Art. 1.** There is hereby formed by the present and all persons and entities who may become Shareholders in the future a company in the form of a société à responsabilité limitée under the name of European Angels Fund GP S.à r.l. (hereinafter referred to as the "Company").

**Art. 2.** The Company's corporate object is to take participations in and to act as general partner (associé gérant commandité) of "European Angels Fund S.C.A., SICAR" (the "SICAR"), a Luxembourg investment company in risk capital governed by Luxembourg laws and incorporated under the legal form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions).

The Company shall carry out any activities connected with its status of general partner of the SICAR.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly with all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

**Art. 3.** The Company is formed for an unlimited duration.

**Art. 4.** The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board, after having received Shareholders consent.

In the event that the Board determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office abroad, will remain a Luxembourg company.

### **Title II. Capital, Shares**

**Art. 5.** The Company's capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred (100) Shares of one hundred and twenty-five Euro (EUR 125.-) each. The one hundred (100) Shares have all been fully paid in cash.

The capital may be increased or reduced by a resolution of the single Shareholder or by resolution of the Shareholders of the Company adopted in accordance with Article 19 hereof.

Shares will only be issued in registered form and will be inscribed in the register of Shares, which is held by the Company or by one or more persons on behalf of the Company. Such register of Shares shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile, the number and class of Shares held by him.

In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law of 10 August 1915.

### **Title III. Shareholder meetings**

**Art. 6.** Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of Company.

**Art. 7.** In case of a single Shareholder, the single Shareholder assumes all powers conferred to the Shareholders' meeting. Any resolutions to be taken by the single Shareholder may be taken in writing.

In case of plurality of Shareholders, the provisions of Article 8 will apply to any resolution to be taken by a meeting of Shareholders. Each Share is entitled to one vote.

A Shareholder may be represented (at any meeting of Shareholders) by another person, which does not need to be a Shareholder and which may be a Manager. The proxy established to this effect may be in writing or by cable, telegram, facsimile or email transmission.

**Art. 8.** If legally required or if not so required upon the decision of the Board, annual general meetings of Shareholders of the Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Senningerberg at the registered office of the Company, or such other place as may be specified in the notice of the meeting. Such annual general meetings may be held abroad if, in the judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

The Board, may convene other meetings of Shareholders to be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meetings.

The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Except as otherwise required by law or provided herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by simple majority of the votes cast by those Shareholders present and voting.

The general meeting of Shareholders shall be called by the Board, by notices containing the agenda and which will be published as required by law.

The Board, will prepare the agenda, except if the meeting takes place due to the written request of Shareholders provided for by law; in such case the Board, may prepare an additional agenda.

If all of the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The matters dealt with by the meeting of Shareholders are limited to the issues contained in the agenda which must contain all issues prescribed by law as well as to issues related thereto, except if all the Shareholders agree to another agenda. In case the agenda should contain the nomination of Managers or of the auditor, the names of the eligible Managers or of the auditors will be inserted in the agenda.

#### **Title IV. Administration**

**Art. 9.** The Company shall be managed by a Board comprised of at least three Managers. The Managers need not be Shareholders of the Company.

The Managers shall be elected by the general meeting of Shareholders for a period as determined by such general meeting of Shareholders and until their successors are elected and take up their functions. Upon expiry of its mandate, a Manager may seek reappointment. A Manager's mandate may be revoked at any time with or without a reason by the general meeting of Shareholders provided however that if a Manager appointed further to a proposal by the European Investment Fund in accordance with the paragraph below is removed, a new Manager must be appointed in his/her place in accordance with the requirements of this article and, in particular, the next paragraph below.

The European Investment Fund will be entitled to propose to the general meeting of Shareholders a list of one or more candidates for the position of Manager. The Board will comprise at all time one Manager appointed by the general meeting of Shareholders out of the list of candidate(s) proposed by the European Investment Fund. Any decision of the general meeting of Shareholders to the effect of changing the composition of the Board must be taken in accordance with the rights of the European Investment Fund as described above. In case where the General Meeting were to refuse to appoint a candidate proposed by the European Investment Fund, then the European Investment Fund will make another proposal to the general meeting of Shareholders.

This article 9 cannot be amended without the prior written approval of the European Investment Fund.

**Art. 10.** The Board may choose from among its members a chairman.

The chairman shall preside at all meetings of the Board but in his absence or incapacity to act, the Managers present may appoint anyone of their number to act as chairman for the purposes of the meeting. The Board may also choose a secretary, who need not be a Manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders.

The Board, may from time to time appoint officers of the Company, including a managing director, a general manager and any assistant managers or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Officers need not be Managers or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the Board.

The Board shall meet upon call by the chairman, or any two Managers, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice, containing an agenda which sets out any points of interest for the meeting, of any meeting of the Board shall be given to all Managers at least ten (10) Bank Business Days prior to the beginning of such meeting, except in circumstances of emergency, in which case written notice shall be given to all Managers at least three (3) Bank Business Days prior to the meeting and the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission of each Manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Manager may act at any meeting of the Board by appointing, in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission, another Manager as his proxy.

Any Manager who is not physically present at the location of a meeting may participate in such a meeting of the Board by remote conference facility or similar means of communication equipment, whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board can deliberate or act validly only if all Managers are present or represented at a meeting of the Board, unless a Manager confirms in writing that he or she is not required to be taken into account for quorum purposes. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented. Resolutions signed by all Managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on

a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, telegrams, facsimile or e-mail transmissions.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by any two Managers.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or by any two Managers or by a Manager together with the secretary or the alternate secretary.

**Art. 11.** The Board shall have power to determine the course and conduct of the management and business affairs of the Company.

The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the interests of the Company. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board.

**Art. 12.** The Company shall be bound by the joint signature of any two Managers of the Company, or by the joint signature of any person(s) to whom such signatory authority has been delegated by the Board, together with one Manager.

**Art. 13.** The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company, including the right to sign on behalf of the Company, and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Company or to other persons, which at their turn may delegate their powers if they are authorised to do so by the Board.

**Art. 14.** No contract or other transaction which the Company and any other company or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or officers of the Company is interested in such other company or firm by a relation, or is a director, officer or employee of such other company or legal entity.

In the event that any Manager or officer of the Company may have any personal interest in any contract or transaction of the Company other than that arising out of the fact that he is a Manager, officer or employee or holder of securities or other interests in the counterparty, such Manager or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote upon any such contract or transaction. Such contract or transaction, and such Manager's or officer's personal interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

**Art. 15.** The Company may indemnify any Manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Manager or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

#### **Title V. Accounting, Distributions**

**Art. 16.** The financial year of the Company begins on 1 July of each year and closes on 30 June of the following year.

**Art. 17.** From the annual net profit of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated in Article 5 hereof or as increased or reduced from time to time in accordance with Article 5 hereof.

The legal reserve may not be distributed.

The general meeting of Shareholders shall decide each year how the remainder of the annual net profit shall be allocated and may declare dividends from time to time or instruct the Board to do so.

The Board may within the conditions set out by law unanimously resolve to pay out interim dividends.

#### **Title VI. Winding up, Liquidation**

**Art. 18.** In the event of a winding-up of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators. Liquidators may be physical persons or legal entities and are named by the meeting of Shareholders deciding such winding-up and which shall determine their powers and their compensation.

#### **Title VII. Amendments**

**Art. 19.** These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the respect of the quorum and majority requirements provided by Luxembourg law.

**Art. 20.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 10 August 1915 and the Law of 15 June 2004.

*Transitory disposition*

The first financial year of the Company shall begin on the date of its incorporation and shall end on 30 June 2014.

*Subscription and Payment*

The capital of the Company is subscribed as follows:

General Partners Services S-a r.l., above named, subscribes for one hundred (100) Shares, resulting in a total payment of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-).

Evidence of the above payment was given to the undersigned notary.

*Expenses*

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,200.-

*General Meeting of Shareholders*

The above named party representing the entire subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

The following are elected as Managers for an unlimited duration:

- Mr John Holloway, professionally residing at 15, avenue J.F. Kennedy, L-2968 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr Pierre Weimerskirch, professionally residing at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr Ralph Brödel, professionally residing at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company is set at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the above named person, this deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing person, in case of divergence between the English and the German versions, the English version will be prevailing. Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, known to the notary by his surname, name, civil status and residence, said proxy holder signed together with us, the notary, the present original deed.

**Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden englischen Textes:**

Im Jahre zweitausenddreizehn, am sechszwanzigsten Tag des Monats November.

Vor Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

erschien die folgende Person:

General Partners Services S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, gegründet unter Luxemburgischen Recht, eintragung im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister anhängig,

vertreten durch Herrn Benoit Dardenne, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in 33 avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlich erteilten Vollmacht, die von dem Erschienenen und dem unterzeichnenden Notar ne varietur unterzeichnete Vollmacht bleibt dieser Urkunde beigelegt und ist zusammen mit dieser bei der zuständigen Registerstelle einzureichen. Die wie vorstehend beschrieben vertretene Erschienene hat den Notar gebeten, die nachstehende Satzung (articles of incorporation) einer den einschlägigen Gesetzen sowie den Bestimmungen dieser Satzung unterliegenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu Protokoll zu nehmen:

**Einleitender Titel - Definitionen**

In dieser Satzung haben die folgenden Begriffe, die ihnen im Folgenden jeweils zugeordnete Bedeutung:

"Gesetz vom 10. August 1915" August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils geltenden Fassung;

"Gesetz vom 15. Juni 2004" Das luxemburgische Gesetz vom 15. Juni 2004 über Risikokapitalgesellschaften in seiner jeweils geltenden Fassung;

"Satzung" Die vorliegende Satzung in seiner jeweils geltenden Fassung;

"Geschäftstag(e)" Ein voller Tag, an dem die Banken in Luxemburg für die üblichen Geschäfte geöffnet sind;

"Rat der Geschäftsführung" Der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft;

"Geschäftsführer" Einer der gemäß dieser Satzung zum Mitglied des Rates der Geschäftsführung bestellter Geschäftsführer bzw. ein Mitglied des Rates der Geschäftsführung;

"Gesellschaftsanteil(e)" Die von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile sowie im Tausch gegen solche Anteile oder aufgrund einer Umwandlung oder Reklassifizierung ausgegebene Anteile sowie

Anteile, die aufgrund von Kapitalerhöhungen, Umwandlungen oder Reklassifizierung oder Veränderungen des Kapitals für diese Anteile stehen oder aus ihnen hervorgehen; und

"Gesellschafter" Ein Inhaber von Anteilen.

### Abschnitt I. Name, Zweck, Dauer, Sitz

**Art. 1.** Hiermit wird durch die gegenwärtigen und künftigen Gesellschafter eine Gesellschaft in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Namen European Angels Fund GP S.à r.l. (nachstehend "Gesellschaft" genannt) gegründet.

**Art. 2.** Der Zweck der Gesellschaft ist es, Beteiligungen am "European Angels Fund S.C.A., SICAR" (die "SICAR"), einer Luxemburgischen Risikokapitalgesellschaft und gegründet in der Rechtsform einer „partnership limited by shares" (société en commandite par actions), zu erwerben und als Komplementärin (associé gérant commandité) der SICAR zu fungieren.

Die Gesellschaft soll alle Tätigkeiten, die mit ihrer Stellung als Komplementärin des Fonds einhergehen, ausführen. Die Gesellschaft kann alle gewerblichen, technischen oder finanziellen Tätigkeiten ausführen, die direkt oder indirekt mit allen oben beschriebenen Bereichen verbunden sind, um die Erfüllung ihres Zweckes zu fördern.

**Art. 3.** Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit gegründet.

**Art. 4.** Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg. Niederlassungen oder Büros können aufgrund eines Beschlusses des Rates der Geschäftsführung entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland gegründet werden, wobei solche Beschlussfassungen unter dem Vorbehalt der vorherigen Zustimmung der Gesellschafter stehen.

Für den Fall, dass der Rat der Geschäftsführung befindet, dass außergewöhnliche politische oder militärische Umstände eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die üblichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Sitz stören oder die Kommunikation zwischen dem Sitz und im Ausland ansässigen Personen erschweren könnten, kann der Sitz vorübergehend solange ins Ausland verlagert werden, bis die außergewöhnlichen Umstände nicht mehr vorherrschen. Solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlagerung ihres Sitzes ins Ausland eine Gesellschaft nach luxemburgischem Recht bleibt.

### Abschnitt II. Kapital, Gesellschaftsanteile

**Art. 5.** Das Kapital der Gesellschaft ist auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500.-) festgelegt und in einhundert (100) Gesellschaftsanteile mit einem Wert von einhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-) je Anteil aufgeteilt.

Die einhundert (100) Gesellschaftsanteile sind vollständig eingezahlt.

Das Kapital kann aufgrund eines gemäß Artikel 19 dieser Satzung getroffenen Beschlusses des Alleingeschäfters oder der Gesellschafter der Gesellschaft erhöht oder herabgesetzt werden.

Gesellschaftsanteile werden nur als Namensanteile ausgegeben und sind ins Anteilsregister einzutragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren Personen im Namen der Gesellschaft geführt wird. In diesem Anteilsregister wird der Name des Gesellschafter, sein Wohnsitz oder gewöhnlicher Aufenthaltsort, die Nummer und die Klasse der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile vermerkt.

Sofern die Gesellschaft einen Alleingeschäfters hat, sind die von dem Alleingeschäfters gehaltenen Gesellschaftsanteile frei übertragbar. Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, können die von jedem Gesellschafter gehaltenen Gesellschaftsanteile gemäß den Bestimmungen von Artikel 189 des Gesetzes vom 10. August 1915 übertragen werden.

### Abschnitt III. Gesellschafterversammlungen

**Art. 6.** Jede ordnungsgemäß einberufene Versammlung der Gesellschafter gilt als Vertretung sämtlicher Gesellschafter der Gesellschaft. Sie verfügt über größtmögliche Befugnisse, mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft verbundene Handlungen anzuordnen, durchzuführen oder zu bewilligen.

**Art. 7.** Sofern die Gesellschaft einen Alleingeschäfters hat, stehen diesem sämtliche der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse zu. Von dem Alleingeschäfters zu fassende Beschlüsse können schriftlich gefasst werden.

Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, gelten die Bestimmungen von Artikel 8 für sämtliche von einer Gesellschafterversammlung zu fassenden Beschlüsse. Jeder Gesellschaftsanteil gewährt eine Stimme.

Ein Gesellschafter kann sich (auf Gesellschafterversammlungen) von einer anderen Person vertreten lassen, die kein Gesellschafter sein muss und ein Geschäftsführer sein kann. Eine zu diesem Zweck gewährte Vollmacht kann schriftlich, per Telegramm, per Fernschreiben, per Fax oder E-Mail erteilt werden.

**Art. 8.** Sofern kraft Gesetz erforderlich oder, andernfalls, aufgrund einer Entscheidung des Rates der Geschäftsführung, werden die jährlichen Gesellschafterversammlungen der Gesellschaft gemäß luxemburgischem Recht am Sitz der Gesellschaft in Senningerberg oder einem anderen, in der Einladung zur Versammlung genannten Ort abgehalten. Solche jährlichen Gesellschafterversammlungen können im Ausland abgehalten werden, wenn der Rat der Geschäftsführung dies aufgrund des Vorliegens außergewöhnlicher Umstände für erforderlich hält.

Der Rat der Geschäftsführung, kann weitere Gesellschafterversammlungen einberufen, die an den in den jeweiligen Einladungen genannten Orten und zu den darin ebenfalls genannten Zeiten abgehalten werden.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in dieser Satzung gelten im Hinblick auf die Fristen für Einladungen zu Gesellschafterversammlungen und deren Beschlussfähigkeit die einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen.

Vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen oder Bestimmungen dieser Satzung sind auf einer ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung zu fassende Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden und sich an der jeweiligen Abstimmung beteiligenden Gesellschafter zu fassen.

Die jährliche Gesellschafterversammlung ist vom Rat der Geschäftsführung durch Versendung von Einladungen einberufen, die die Tagesordnung enthalten und die gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen zu veröffentlichen sind. Der Rat der Geschäftsführung wird die Tagesordnung erstellen, es sei denn, eine Versammlung findet auf schriftliches Verlangen der Gesellschafter gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen statt; in einem solchen Fall kann Rat der Geschäftsführung eine weitere Tagesordnung erstellen.

Sofern bei einer Gesellschafterversammlung alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann eine Versammlung ohne vorherige Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Die Angelegenheiten, die von einer Gesellschafterversammlung behandelt werden, sind auf die in der Tagesordnung genannten Punkte zu beschränken, wobei alle gesetzlich vorgeschriebenen und mit diesen zusammenhängende Punkte zu behandeln sind, es sei denn, alle Gesellschafter einigen sich auf eine andere Tagesordnung. Sofern die Bestellung von Geschäftsführern oder eines Abschlussprüfers auf der Tagesordnung steht, sind die Namen der zur Wahl stehenden Geschäftsführer oder Abschlussprüfer in die Tagesordnung aufzunehmen.

#### **Abschnitt IV. Verwaltung**

**Art. 9.** Die Gesellschaft wird von mindestens drei Geschäftsführern geführt, die einen Rat der Geschäftsführung bilden. Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein.

Die Geschäftsführer werden von der Gesellschafterversammlung für einen von dieser bestimmten Zeitraum gewählt, bis ihre Nachfolger gewählt sind und ihr Amt übernehmen. Nach Ablauf seiner Amtszeit kann sich ein Geschäftsführer wieder zur Wahl stellen.

Die Geschäftsführer können jederzeit von der Gesellschafterversammlung mit oder ohne die Angabe von Gründen ihres Amtes enthoben werden, jedoch unter der Voraussetzung, dass der von seinem Amt enthobene Geschäftsführer, der auf der Grundlage eines Vorschlages des European Investment Fund und gemäß des nachstehenden Absatzes ernannt wurde, durch einen neuen Geschäftsführer, gemäß den Anforderungen dieses Artikels und insbesondere dem folgenden Absatz, an seiner/ihrer Stelle ersetzt wird.

Der European Investment Fund ist berechtigt eine Liste mit einem oder mehreren Kandidaten für die Position des Geschäftsführers der Gesellschafterversammlung vorzuschlagen. Der Rat der Geschäftsführung besteht zu jeder Zeit aus wenigstens einem Geschäftsführer, welcher sich auf der von dem European Investment Fund vorgeschlagenen Liste mit einem oder mehreren Kandidaten befand und von der Gesellschafterversammlung ernannt wurde. Jede Entscheidung der Gesellschafterversammlung zwecks einer Veränderung der Zusammensetzung des Rates der Geschäftsführung muß gemäß den oben festgelegten Rechten des European Investment Fund getroffen werden. Falls die Gesellschafterversammlungen die Ernennung eines von dem European Investment Fund vorgeschlagenen Kandidaten verweigert, dann unterbreitet der European Investment Fund der Gesellschafterversammlung einen anderen Vorschlag.

Dieser Artikel 9 kann nicht ohne vorherige schriftliche Zustimmung des European Investment Fund geändert werden.

**Art. 10.** Der Rat der Geschäftsführung ernennt aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz sämtlicher Versammlungen der Geschäftsführer der Gesellschaft. Sofern der Vorsitzende bei einer Versammlung abwesend oder nicht handlungsfähig ist, können die Geschäftsführer aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden für die Zwecke der jeweiligen Versammlung ernennen.

Der Rat der Geschäftsführung kann einen Sekretär ernennen, der kein Geschäftsführer sein muss und für die Führung des Protokolls von Versammlungen des Rates der Geschäftsführung und von Gesellschafterversammlungen verantwortlich ist.

Der Rat der Geschäftsführung kann jeweils Bevollmächtigte („Officers“) der Gesellschaft ernennen, einschließlich eines Managing Directors, eines General Managers, eines Assistant Managers oder sonstiger Bevollmächtigte, die im Hinblick auf den Betrieb und die Verwaltung der Gesellschaft für erforderlich gehalten werden. Bevollmächtigte müssen keine Geschäftsführer, oder Gesellschafter der Gesellschaft sein. Die ernannten Bevollmächtigten haben die ihnen vom Rat der Geschäftsführung zugewiesenen Befugnisse und Pflichten.

Der Rat der Geschäftsführung versammelt sich auf Einladung des Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern an dem in der jeweiligen Einladung genannten Ort.

Sämtlichen Geschäftsführern ist mindestens zehn (10) Geschäftstage vor Beginn einer solchen Versammlung eine schriftliche Einladung zusammen mit einer Tagesordnung zu übermitteln, in der sämtliche Geschäftsordnungspunkte aufgeführt sind. Diese Frist kann in dringenden Ausnahmefällen auf drei (3) Geschäftstage vor Beginn der Versammlung verkürzt werden, wobei die näheren Umstände in der Einladung auszuführen sind. Auf eine Einladung kann verzichtet

werden, sofern sämtliche Geschäftsführer einer solchen Verfahrensweise schriftlich, per Telegramm, Fax oder E-Mail zustimmen. Für einzelne Versammlungen, deren Zeit und Ort vorab durch Gesellschafterbeschluss festgelegt worden sind, ist keine weitere Einladung erforderlich.

Geschäftsführer können sich bei Versammlungen des Rates der Geschäftsführung vertreten lassen, indem sie einen anderen Geschäftsführer schriftlich, per Telegramm, Fax oder E-Mail zu ihrem Vertreter ernennen.

Geschäftsführer, die an einem Versammlungsort nicht physisch anwesend sind, können an einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung per Konferenzschaltung oder auf einem ähnlichen Kommunikationsweg teilnehmen, wobei sich alle Teilnehmer einer solchen Versammlung gegenseitig hören können müssen, und eine Teilnahme an einer solchen Versammlung kommt einer persönlichen Teilnahme gleich.

Eine Versammlung der Geschäftsführer der Gesellschaft kann nur wirksam beraten und handeln, wenn sämtliche Geschäftsführer bei einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung anwesend oder vertreten sind, es sei denn ein Geschäftsführer bestätigt schriftlich, dass keine Notwendigkeit besteht ihn oder sie für das Quorum zu berücksichtigen. Beschlüsse sind mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer zu fassen. Von sämtlichen Geschäftsführern unterzeichnete Beschlüsse sind genauso gültig und wirksam wie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung gefasste Beschlüsse. Solche Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Ausfertigungen eines Beschlusses gezeichnet sein und können per Brief, Telegramm, Fax oder E-Mail erfolgen.

Das Protokoll von Versammlungen der Geschäftsführer der Gesellschaft ist von dem Vorsitzenden oder, sofern dieser abwesend ist, von dem stellvertretenden, nur für die jeweilige Versammlung ernannten Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern zu unterzeichnen.

Kopien von oder Auszüge aus solchen Protokollen, die gegebenenfalls in Gerichtsverfahren oder bei anderen Gelegenheiten vorgelegt werden, sind von dem Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einem Geschäftsführer gemeinsam mit dem Sekretär oder dem stellvertretenden Sekretär zu unterzeichnen.

**Art. 11.** Der Rat der Geschäftsführung ist befugt, die Richtung und Art der Geschäftsführung und der Geschäfte der Gesellschaft festzulegen.

Der Rat der Geschäftsführung ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um sämtliche im Interesse der Gesellschaft stehenden Verwaltungshandlungen und -verfügungen vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die nicht kraft Gesetzes oder gemäß dieser Satzung ausdrücklich der jährlichen Gesellschafterversammlung zugewiesen sind, werden vom Rat der Geschäftsführung ausgeübt.

**Art. 12.** Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern der Gesellschaft oder durch die Unterschrift einer Person oder mehrerer Personen gemeinsame, auf die ein solches Zeichnungsrecht durch den Rat der Geschäftsführung übertragen worden ist, zusammen mit mindestens einem Geschäftsführer vertreten.

**Art. 13.** Der Rat der Geschäftsführung kann seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäfte der Gesellschaft, einschließlich des Rechts, für die Gesellschaft zu zeichnen, sowie seine Befugnisse, Handlungen zur Förderung der Unternehmenspolitik und des Gesellschaftszwecks vorzunehmen, an Bevollmächtigte der Gesellschaft oder andere Personen übertragen, die wiederum berechtigt sind, Untervollmachten zu erteilen, sofern sie vom Rat der Geschäftsführung hierzu ermächtigt worden sind.

**Art. 14.** Verträge oder andere Transaktionen der Gesellschaft mit einer anderen Gesellschaft oder einem anderen Unternehmen bleiben unberührt und werden nicht unwirksam, wenn einer oder mehrere der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Gesellschaft aufgrund persönlicher Beziehungen ein Interesse an dieser anderen Gesellschaft oder diesem anderen Unternehmen hat oder haben oder dort Geschäftsführer oder Bevollmächtigter oder Mitarbeiter ist oder sind.

Falls ein Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Gesellschaft möglicherweise aus anderen Gründen als aufgrund des Umstands, dass er Geschäftsführer, Bevollmächtigter, Mitarbeiter oder Inhaber von Wertpapieren oder sonstigen Beteiligungen des anderen Unternehmens ist, ein persönliches Interesse an einem Vertrag oder einer Transaktion der Gesellschaft hat, wird der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte, den Rat der Geschäftsführung von diesem persönlichen Interesse in Kenntnis setzen und von einer Beteiligung an Beschlussfassungen hinsichtlich eines solchen Vertrags oder einer solchen Transaktion absehen. Die jeweils nächste Gesellschafterversammlung ist von einem solchen Vertrag oder einer solchen Transaktion und dem persönlichen Interesse des betreffenden Geschäftsführers oder Bevollmächtigten zu unterrichten.

**Art. 15.** Die Gesellschaft kann einen Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, seine Erben, Testamentsvollstrecker oder Nachlassverwalter für angemessene Kosten schadlos halten, die diesem oder diesen in Zusammenhang mit einem Anspruch, einer Klage oder einem Verfahren entstanden sind, die möglicherweise auf der jetzigen oder früheren Tätigkeit des Betroffenen als Geschäftsführer oder Bevollmächtigte für die Gesellschaft oder für eine andere Gesellschaft beruhen, sofern dies verlangt wird, deren Gesellschafter oder Gläubiger die Gesellschaft ist, wenn der Betroffene insoweit keinen anderen Schadloshaltungsanspruch hat; dies gilt nicht, wenn der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte wegen grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz rechtskräftig verurteilt wird; wird ein Vergleich geschlossen, erfolgt die Schadloshaltung nur bezüglich solcher vom Vergleich erfassten Punkte, bezüglich derer - laut Auskunft eines Rechtsberaters gegenüber der



Gesellschaft - keine Pflichtverletzung der schadlos zu haltenden Person vorliegt. Das vorstehende Recht auf Schadloshaltung schließt andere, dem Geschäftsführer oder Bevollmächtigten möglicherweise zustehende Rechte nicht aus.

### **Abschnitt V. Buchhaltung, Ausschüttung von Dividenden**

**Art. 16.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Juli eines jeden Jahres und endet am 30. Juni des darauffolgenden Jahres.

**Art. 17.** Von dem Jahresüberschuss der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) in die gesetzlich vorgeschriebenen Reserven eingestellt. Diese Zuführung von Geldern endet, sobald und solange die Reserven bei zehn Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft gemäß Artikel 5 dieser Satzung oder dem gegebenenfalls gemäß Artikel 5 dieser Satzung heraufoder herabgesetzten Betrag liegen. Die gesetzlich vorgeschriebenen Reserven können nicht ausgeschüttet werden.

Die Gesellschafterversammlung beschließt jährlich über die Verwendung des Jahresüberschusses; sie kann ggf. Dividenden festsetzen oder den Rat der Geschäftsführung anweisen dies zu tun.

Der Rat der Geschäftsführung kann im gesetzlich vorgesehenen Rahmen einstimmig die Ausschüttung von Interimdividenden beschließen.

### **Abschnitt VI. Auflösung, Liquidation**

**Art. 18.** Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren. Bei den Liquidatoren kann es sich um natürliche oder juristische Personen handeln, die von der Gesellschafterversammlung bestellt werden, die über die Auflösung entscheidet und die Befugnisse und die Vergütung der Liquidatoren bestimmt.

### **Abschnitt VII. Änderungen**

**Art. 19.** Diese Satzung kann im Rahmen einer Gesellschafterversammlung geändert werden, wenn diese beschlussfähig ist und die nach luxemburgischem Recht erforderlichen Mehrheiten erreicht werden.

**Art. 20.** Alle Fragen, die nicht in dieser Satzung geregelt sind, sind gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 und dem Gesetz vom 15. Juni 2004 zu beantworten.

#### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 30. Juni 2014.

#### *Zeichnung und Zahlung*

Das Kapital der Gesellschaft wird folgendermaßen gezeichnet:

Die oben genannte General Partners Services S.à r.l., zeichnet einhundert (100) Gesellschaftsanteile gegen Zahlung von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500.-).

Der Nachweis über diese Zahlung wurde gegenüber dem unterzeichneten Notar erbracht.

#### *Kosten*

Die von der Gesellschaft infolge der Gründung der Gesellschaft zu tragenden Kosten belaufen sich auf EUR 1.200.-

#### *Gesellschafterversammlung*

Als Inhaberin des gesamten gezeichneten Kapitals der Gesellschaft fasst die oben genannte Partei in Ausübung der der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse die folgenden Beschlüsse:

Die folgenden Personen werden für unbestimmte Zeit, als Geschäftsführer bestellt:

- Herr John Holloway, mit beruflicher Anschrift in 15, avenue J.F. Kennedy, L-2968 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

- Herr Pierre Weimerskirch, mit beruflicher Anschrift in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg; und

- Herr Ralph Brödel, mit beruflicher Anschrift in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Verlangen der vorstehend genannten Person die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Wunsch der vorstehend genannten Person ist bei Widersprüchen zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgeblich.

Daraufhin wurde der vorstehende Akt in Luxemburg zu dem oben genannten Datum notariell beurkundet.

Nachdem der Text dem Bevollmächtigten der Erschienenen vorgelesen wurde, dessen Vor- und Nachname, Status und Wohnsitz dem Notar bekannt sind, wurde die vorliegende Urkunde im Original von dem Bevollmächtigten der Erschienenen gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: B. DARDENNE und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 novembre 2013. Relation: LAC/2013/54047. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG zwecks Veröffentlichung Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 3. Dezember 2013.

Référence de publication: 2013168177/477.

(130205428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

---

**BlackRock Agriculture Fund - Master Fund, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Notice is hereby given that RBS (Luxembourg) Agriculture S.A. has decided to initiate the liquidation of BlackRock Agriculture Fund - Master Fund as of 25 November 2013 and that it has appointed Fund Solutions S.C.A as the liquidator with effect from the same date.

RBS (Luxembourg) Agriculture S.A.

Référence de publication: 2014004983/1092/9.

---

**Aquatrans Cargo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6670 Merttert, 2C, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 118.275.

Sie werden hiermit zu einer

**ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

der Aktionäre der Aquatrans Cargo S.A., welche am 21. Januar 2014 um 14.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit der nachfolgenden Tagesordnung stattfinden wird, eingeladen:

*Tagesordnung:*

1. Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars
2. Vorlage und Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31.12.2012
3. Beschlussfassung über Verlustverwendung
4. Entlastung des Verwaltungsrates und des Kommissars
5. Verschiedenes

*Im Namen und Auftrag des Verwaltungsrates.*

Référence de publication: 2013179367/17.

---

**Laboratoires Pharmedical S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 8.201.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

**STATUTORY GENERAL MEETING**

which is going to be held at the address of the registered office, on 21 January 2014 at 17.00 o'clock, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 31 December 2012.
3. Resolution to be taken according to article 100 of the law of 10 August 1915.
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
5. Miscellaneous.

*The board of directors.*

Référence de publication: 2013181160/534/17.

---

**Compagnie Financière de la Sûre S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.  
R.C.S. Luxembourg B 59.512.

**Casimir S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.  
R.C.S. Luxembourg B 48.104.

**Ramb S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.  
R.C.S. Luxembourg B 49.816.

**Cometec S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.  
R.C.S. Luxembourg B 48.108.

**Financière du Benelux S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.  
R.C.S. Luxembourg B 26.813.

I. Conformément à la Section XIV et plus particulièrement aux articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, sur les sociétés commerciales, (la «Loi») un projet de fusion a été établi par acte notarié en date du 24 octobre 2013, en vue de la fusion par absorption des sociétés suivantes:

- FINANCIERE DU BENELUX S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 26.813 par COMETEC S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 48.108,

- COMETEC S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 48.108 par RAMB S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 49.816,

- RAMB S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 49.816 par CASIMIR S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 48.104,

- CASIMIR S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 48.104 par COMPAGNIE FINANCIERE DE LA SURE S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 59.512.

2. Ce projet de fusion a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2694 du 29 octobre 2013.

3. Comme indiqué au point 10) du prédit projet de fusion, les actionnaires de COMETEC S.A., RAMB S.A., CASIMIR S.A. et COMPAGNIE FINANCIERE DE LA SURE S.A. ont eu le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du prédit projet de fusion, de prendre connaissance, aux sièges sociaux des sociétés respectives, des documents indiqués à l'article 267, paragraphe (1) a), b) et c) de la Loi et ils ont pu, sur demande, en obtenir copie intégrale sans frais.

4. Comme indiqué au point 11) du prédit projet de fusion, un ou plusieurs actionnaires de COMETEC S.A., RAMB S.A., CASIMIR S.A. et COMPAGNIE FINANCIERE DE LA SURE S.A. disposant d'au moins 5% du capital souscrit ont eu le droit de requérir pendant un délai d'au moins un mois à compter de la date de publication du projet de fusion au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, soit jusqu'au 29 novembre 2013, la convocation d'une assemblée générale appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion, faute de quoi la fusion est réputée définitivement réalisée avec effet au 30 novembre 2013.

5. Il résulte d'un certificat émis par les sociétés COMETEC S.A., RAMB S.A., CASIMIR S.A. et COMPAGNIE FINANCIERE DE LA SURE S.A. que les documents prévus sub 3) ont été déposés aux sièges sociaux des sociétés respectives et qu'aucune convocation à une assemblée générale de ces sociétés n'a été requise dans le délai ci-dessus indiqué.

6. Par conséquent et conformément à la Loi et au projet de fusion, les fusions sont devenues définitives entre les parties avec effet au 30 novembre 2013.

7. Que les sociétés CASIMIR S.A., RAMB S.A., COMETEC S.A. et FINANCIERE DU BENELUX S.A. ont dès lors cessées d'exister.

Enregistré à Luxembourg Acte Civil, le 06 décembre 2013. Relation: LAC/2013/55671. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Carole FRISING.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2013173957/61.

(130212577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2013.

**Inzag II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 151.604.

**Inzag S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 140.651.

—  
**PROJET DE FUSION**

L'an deux mille treize, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

**A COMPARU:**

Maître Marc THEISEN, avocat, avec adresse professionnelle à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, agissant en sa qualité de mandataire spécial:

- 1) du conseil de gérance de la société à responsabilité limitée «Inzag II S. à r.l.» (numéro d'identité 2010 24 04 549), ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 151.604, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 22 novembre 2013, et
- 2) du conseil de gérance de la société à responsabilité limitée «Inzag S. à r.l.» (numéro d'identité 2008 24 31 633), ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 140.651, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 22 novembre 2013.

Les prédites procurations, après avoir été paraphées "ne varietur" par le comparant et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec celui-ci.

Lequel comparant, agissant es-qualités, a déclaré et requis le notaire soussigné d'acter en la forme authentique le projet de fusion suivant.

L'associée unique de la société à responsabilité limitée «Inzag II S.à r.l.» et l'associée unique de la société à responsabilité limitée «Inzag S. à r.l.» ont convenu de réunir les actifs et passifs des deux sociétés par une fusion par absorption de «Inzag S. à r.l.», ci-après dénommée la «Société Absorbée» par «Inzag II S.à r.l.», ci-après dénommée la «Société Absorbante».

**A. Description des sociétés à fusionner**

1) La société à responsabilité limitée «Inzag II S. à r.l.» (numéro d'identité 2010 24 04 549), la «Société Absorbante», ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 151.604, a été constituée suivant acte reçu par le notaire Jean-Joseph WAGNER, de résidence à Sanem, en date du 18 février 2010, publié au Mémorial C, numéro 728 du 8 avril 2010.

Son capital souscrit et entièrement libéré s'élève à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-), représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (€ 25.-) chacune.

2) La société à responsabilité limitée «Inzag S. à r.l.» (numéro d'identité 2008 24 31 633), la «Société Absorbée», ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 140.651, a été constituée suivant acte reçu par le notaire Joseph ELVINGER, de résidence à Luxembourg, en date du 18 juillet 2008, publié au Mémorial C, numéro 2065 du 26 août 2008 et ses statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le prédit notaire Jean-Joseph WAGNER, en date du 6 mai 2009, publié au Mémorial C, numéro 1134 du 9 juin 2009.

Son capital souscrit et entièrement libéré s'élève à vingt millions cent soixante mille euros (€ 20.160.000.-), représenté par vingt millions cent soixante mille (20.160.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (€ 1.-) chacune.

**B. Modalités de la Fusion**

1. La société à responsabilité limitée «Inzag II S.à r.l.» entend fusionner avec la société à responsabilité limitée «Inzag S. à r.l.» La fusion sera réalisée par voie d'absorption de «Inzag S. à r.l.», la Société Absorbée, par «Inzag II S. à r.l.», la Société Absorbante, en conformité avec les articles 278 et 279 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

2. La Société Absorbante détient la totalité des parts sociales de la Société Absorbée.

3. Sous réserve des droits des associés de «Inzag II S.à r.l.» tels que décrits sub 8), la date à partir de laquelle la fusion entre «Inzag II S.à r.l.» et «Inzag S. à r.l.» est considérée du point de vue juridique comme accomplie entre parties est fixée à un mois après la publication du présent projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

4. La fusion est basée sur les bilans de la Société Absorbante et de la Société Absorbée au 31 octobre 2013 et la fusion prend comptablement effet le 1<sup>er</sup> novembre 2013. Les opérations de "Inzag S. à r.l." (Société Absorbée) sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société «Inzag II S.à r.l.» (Société Absorbante) à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2013.

5. A partir de la date de prise d'effet de la fusion sur le plan juridique entre parties, tel que décrit sub 3., tous les droits et toutes les obligations de «Inzag S.à r.l.» vis-à-vis des tiers seront pris en charge par «Inzag II S.à r.l.».

6. Il n'est accordé, par l'effet de la fusion, aucun avantage particulier ni aux associés, ni aux gérants des sociétés qui fusionnent.

7. Il n'y a dans la Société Absorbée ni associés ayant des droits spéciaux ni porteurs de titres autres que des parts sociales.

8. Tous les associés de «Inzag II s.à r.l.» (Société Absorbante) ont le droit de prendre connaissance au siège social de cette dernière, au moins un mois avant que l'opération ne prenne effet entre parties, du projet de fusion, des comptes annuels ainsi que des rapports de gestion des trois derniers exercices des sociétés qui fusionnent et des états comptables des sociétés qui fusionnent, tels que déterminés à l'article 267 (1) a), b) et c) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, que la Société Absorbante s'engage à déposer pendant ledit délai légal à son siège social.

9. Un ou plusieurs associés de la Société Absorbante disposant d'au moins cinq pour cent (5%) des parts sociales du capital souscrit ont le droit de requérir, pendant le même délai d'un mois, la convocation d'une assemblée générale appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

10. A défaut de convocation d'une telle assemblée ou du rejet de la fusion par l'assemblée, la fusion deviendra définitive un mois après la publication au Mémorial du projet de fusion et entraînera de plein droit les effets prévus par l'article 274 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, à savoir:

a) la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante;

b) la Société Absorbée cesse d'exister;

c) les parts sociales de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbante sont annulées.

11. Les mandats des gérants de la Société Absorbée «Inzag S. à r.l.» prennent fin à la date d'effet de la fusion. Décharge entière est accordée aux gérants de la Société Absorbée.

12. Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la Société Absorbante.

13. La Société Absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la cession de tous les avoirs et obligations par la Société Absorbée à la Société Absorbante.

14. La dénomination de la Société Absorbante est modifiée en «Inzag S.à r.l.», de sorte que le second alinéa de l'article 1<sup>er</sup> des statuts (version française) aura désormais la teneur suivante:

«La Société adopte la dénomination «Inzag S. à r.l.»

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Le présent acte, documenté en langue française, est suivi d'une traduction anglaise. Le notaire déclare avoir connaissance personnelle de la langue anglaise. En cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte français devra prévaloir.

#### **Suit la traduction anglaise du texte qui précède:**

In the year two thousand thirteen, on the twenty-third of December.

Before Us, Maître Alex WEBER, notary residing in Bascharage.

#### **THERE APPEARED:**

Maître Marc THEISEN, Barrister-at-Law, professionally residing at L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, acting in his capacity as specially authorised representative:

1) of the Management Board of the private limited company "Inzag II S.à.r.l." (identity number 2010 24 04 549), having registered office at L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, entered in the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 151.604,

by virtue of a power of attorney under private seal delivered to him on November 22<sup>nd</sup>, 2013,

and

2) of the Management Board of the private limited company "Inzag S.à.r.l." (identity number 2008 24 31 633), having its registered office at L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, entered in the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 140.651,

by virtue of a power of attorney under private seal delivered to him on November 22<sup>nd</sup>, 2013.

After having been signed "ne varietur" by the party appearing and the undersigned notary, the aforementioned powers of attorney shall remain appended to the present deed in order to be registered with it.

Which party appearing, acting as described, has declared and required the undersigned notary to record the following deed of merger in notarized form.

The single shareholder of the private limited company "Inzag II S.à.r.l." and the single shareholder of the private limited company "Inzag S.à.r.l." have agreed to combine the assets and liabilities of the two companies by a merger by absorption of "Inzag S.à.r.l.", hereinafter called the "Absorbed Company" by "Inzag II S.à.r.l.", hereinafter called the "Absorbing Company".

#### A. Description of the Companies to be Merged

1) The private limited company "Inzag II S.à.r.l." (identity number 2010 24 04 549), the "Absorbing Company", having its registered office at L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, entered in the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 151.604, was incorporated in accordance with a deed received by notary Jean-Joseph WAGNER, residing in Sanem, dated February 18<sup>th</sup>, 2010, published in Memorial C, number 728 on April 8<sup>th</sup>, 2010.

Its subscribed and fully paid-up capital amounts to twelve thousand five hundred euros (€ 12,500.-), represented by five hundred (500) capital shares each with a nominal value of twenty-five euros (€ 25.-) each.

2) The private limited company "Inzag S.à.r.l." (identity number 2008 24 31 633), the "Absorbed Company", having its registered office at L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, entered in the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 140.651, was incorporated in accordance with a deed received by notary Joseph ELVINGER, residing in Luxembourg, on July 18<sup>th</sup>, 2008, published in Memorial C, number 2065 on August 26<sup>th</sup>, 2008, and its Articles of Association were amended by deed received by the aforesaid notary Jean-Joseph WAGNER on May 6<sup>th</sup>, 2009, published in Memorial C number 1134 on June 9<sup>th</sup>, 2009.

Its subscribed and fully paid-up capital amounts to twenty million one hundred and sixty thousand euros (€ 20,160,000.-), represented by twenty million one hundred and sixty thousand (20,160,000) capital shares each with a nominal value of one euro (€ 1.-) each.

#### B. Terms of the Merger

1. The private limited company "Inzag II S.à.r.l." intends to merge with the private limited company "Inzag S.à.r.l.". The merger shall be effected by the absorption of "Inzag S.à.r.l.", the Absorbed Company, by "Inzag II S.à.r.l.", the Absorbing Company, in accordance with Articles 278 and 279 of the amended Law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies.

2. The Absorbing Company holds all of the capital shares of the Absorbed Company.

3. Subject to the rights of the shareholders of "Inzag II S.à.r.l." as described sub 8), the date from which the merger of "Inzag II S.à.r.l." and "Inzag S.à.r.l." shall be considered from a legal point of view as agreed between the parties shall be set at one month after publication of the present Draft Merger in Memorial C, Section for Companies and Associations.

4. The merger shall be based on the balance sheets of the Absorbing Company and the Absorbed Company as at October 31<sup>st</sup>, 2013 and the merger shall take accounting effect on November 1<sup>st</sup>, 2013. From an accounting point of view the operations of "Inzag S.à.r.l." (the Absorbed Company) shall be considered as performed on behalf of the company "Inzag II S.à.r.l." (the Absorbing Company) as from November 1<sup>st</sup>, 2013.

5. As from the date of the merger taking effect legally between the parties, as described sub 3), all the rights and all the obligations of "Inzag S.à.r.l." towards third parties shall be assumed by "Inzag II S.à.r.l.".

6. By the effect of the merger there shall be no grant of any particular advantage either to the shareholders or to the managers of the companies taking part in the merger.

7. In the Absorbed Company there are neither shareholders with special rights nor bearers of shares other than capital shares.

8. All the shareholders of "Inzag II S.à.r.l." (the Absorbing Company) shall be entitled, at the latter's registered office, at least one month prior to the transaction taking effect between the parties, to read the deed of merger, the annual accounts and the management reports of the companies taking part in the merger for the last three financial years and the financial statements of the companies taking part in the merger, as determined in article 267 (1) a), b) and c) of the amended Law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, which the Absorbing Company undertakes to lodge during the aforementioned legal deadline at its registered office.

9. One or more shareholders of the Absorbing Company holding at least five per cent (5%) of the subscribed capital shares shall be entitled, during the same period of one month, to require the convocation of a general meeting called to rule on the approval of the merger.

10. In the absence of convocation of such a meeting or in case of rejection of the merger by the meeting, the merger shall become definitive one month after publication of the draft merger in the Memorial and shall automatically take the effects provided in article 274 of the amended Law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, namely:

a) the universal transmission, both between the Absorbed Company and the Absorbing Company and with regard to third parties, of all the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company;

b) the Absorbed Company shall cease to exist;

c) the capital shares of the Absorbed Company held by the Absorbing Company shall be cancelled.

11. The mandates of the managers of the Absorbed Company "Inzag S.à.r.l." shall expire on the date on which the merger takes effect. Full discharge shall be granted to the managers of the Absorbed Company.

12. The corporate documents of the Absorbed Company shall be retained during the legal deadline at the registered office of the Absorbing Company.

13. The Absorbing Company shall complete all the formalities necessary or useful to the merger taking effect and the assignment of all the assets and liabilities by the Absorbed Company to the Absorbing Company.

14. The name of the Absorbing Company is changed in "Inzag S.à r.l." and consequently the second paragraph of Article 1 of the Articles of Incorporation (english version) will be read as follows:

"The Company will exist under the name of "Inzag S. à r.l."

The undersigned Notary certifies the legality of the present deed of merger, in accordance with the provisions of Article 271 (2) of the amended Law of 10 August 1915 on commercial companies.

The present deed, worded in the French language, is followed by a translation into the English language.

The notary declares having personal knowledge of the English language. In case of divergences between the French and the English text, the French version will prevail.

Signé: THEISEN, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 24 décembre 2013. Relation: CAP/2013/4911. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expedition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 27 décembre 2013.

Alex WEBER.

Référence de publication: 201400007/187.

(130222852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

**Adviser I Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 74.992.

ADVISER I FUNDS - Albrech & Cie. Absolute Return Fonds (LU0331734318)

Wir möchten die Aktionäre informieren, dass der Teilfonds "ADVISER I FUNDS - Albrech & Cie. Absolute Return Fonds" mit Wirkung zum 06. Januar 2014 liquidiert wurde.

In diesem Zusammenhang wurde ein abschließender Nettoinventarwert der Aktienklasse P (LU0331734318) berechnet, zu welchem die Aktien mit Valuta ab 10. Januar 2014 zurückgekauft werden.

Nettoliquidationserlöse, die zum Abschluss des Liquidationsverfahrens nicht an die Aktionäre ausgekehrt werden können, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignation im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

Luxemburg, im Januar 2014.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2014004975/16.

**Werner S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 32.093.

LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 19 décembre 2013, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- WERNER S.A., avec siège social au L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal, de fait inconnue à cette adresse.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Anick Wolff, juge, et liquidateur Maître Anthony Braesch, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 9 janvier 2014 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme  
Me Anthony BRAESCH  
Le liquidateur

Référence de publication: 2014002709/19.

(140001583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2014.

---

**Egon Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 129.091.

**Egon Diamond S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 55.785.

1. Conformément à la Section XIV et plus particulièrement aux articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, sur les sociétés commerciales, (la «Loi») un projet de fusion a été établi par acte notarié en date du 21 novembre 2013, en vue de la fusion par absorption de la société EGON DIAMOND S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 55.785 (la «Société Absorbée»), par EGON HOLDINGS S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129.091 (la «Société Absorbante») détenant 100% des actions de la Société Absorbée.

2. Ce projet de fusion a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2976 du 26 novembre 2013.

3. Comme indiqué au point 9) du prédit projet de fusion, les actionnaires de la Société Absorbante ont eu le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du prédit projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social de la Société Absorbante, des documents indiqués à l'article 267, paragraphe (1) a), b) et c) de la Loi et ils ont pu, sur demande, en obtenir copie intégrale sans frais.

4. Comme indiqué au point 10) du prédit projet de fusion, un ou plusieurs actionnaires de la Société Absorbante disposant d'au moins 5% du capital souscrit ont eu le droit de requérir pendant un délai d'au moins un mois à compter de la date de publication du projet de fusion au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, soit jusqu'au 26 décembre 2013, la convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion, faute de quoi la fusion est réputée définitivement réalisée avec effet au 27 décembre 2013.

5. Il résulte d'un certificat émis par EGON HOLDINGS S.A. que tous les documents prévus sub 3) ont été déposés au siège social et qu'aucune convocation à une assemblée générale n'a été requise dans le délai ci-dessus indiqué.

6. Par conséquent et conformément à la Loi et au projet de fusion, la fusion est devenue définitive entre les parties avec effet au 27 décembre 2013.

7. Que la Société Absorbée a dès lors cessé d'exister.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 décembre 2013. Relation: LAC/2013/60076. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Carole FRISING.  
Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2014000707/38.

(130224082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

---

**Victor Buck Services, Société Anonyme.**

Siège social: L-8308 Capellen, 13-15, Parc d'Activités.  
R.C.S. Luxembourg B 74.373.

**Learch, Luxembourg e-archiving, Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof, 4, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 149.827.

1. Conformément à la Section XIV et plus particulièrement aux articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, sur les sociétés commerciales, (la «Loi») un projet de fusion a été établi par acte notarié en date du 20 novembre 2013, en vue de la fusion par absorption de la société Luxembourg e-archiving en abrégé Learch, une société anonyme ayant son siège social à L-8399 Windhof, 4, route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.827 (la «Société Absorbée»), par VICTOR BUCK SERVICES, une société anonyme



ayant son siège social à L-8303 Capellen, 13-15, Parc d'Activités, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 74.373 (la «Société Absorbante») détenant 100% des actions de la Société Absorbée.

2. Ce projet de fusion a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2989 du 27 novembre 2013.

3. Comme indiqué au point 5) du prédit projet de fusion, les actionnaires de la Société Absorbante ont eu le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du prédit projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social de la Société Absorbante, des documents indiqués à l'article 267, paragraphe (1) a), b) et c) de la Loi et ils ont pu, sur demande, en obtenir copie intégrale sans frais.

4. Comme indiqué au point 6) du prédit projet de fusion, un ou plusieurs actionnaires de la Société Absorbante disposant d'au moins 5% du capital souscrit ont eu le droit de requérir pendant un délai d'au moins un mois à compter de la date de publication du projet de fusion au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, la convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion, faute de quoi la fusion est réputée définitivement réalisée avec effet au 31 décembre 2013.

5. Il résulte d'un certificat émis par VICTOR BUCK SERVICES que tous les documents prévus sub 3) ont été déposés au siège social et qu'aucune convocation à une assemblée générale n'a été requise dans le délai ci-dessus indiqué.

6. Par conséquent et conformément à la Loi et au projet de fusion, la fusion est devenue définitive entre les parties avec effet au 31 décembre 2013.

7. Que la Société Absorbée a dès lors cessé d'exister.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 31 décembre 2013. Relation: LAC/2013/60718. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Carole FRISING.  
Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2014001862/37.

(140000115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

### **Asazcenter Dikrich Asbl, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-9250 Diekirch, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg F 9.771.

## STATUTEN

### **Kapitel I. Name, Sitz, Dauer, Zweck und Geschäftsjahr**

**Art. 1. Name und Ursprung.** Die Vereinigung der Mitglieder des Einsatzzentrums Diekirch setzt sich zusammen aus den Mitgliedern:

- der freiwilligen Feuerwehr der Stadt Diekirch und
- des Einsatzzentrums der Protection Civile aus Diekirch.

Die Vereinigung, hierunter auch als Einsatzzentrum benannt, trägt den Namen: „ASAZCENTER DIKRICH ASBL" und ist eine Körperschaft ohne Gewinnzweck gemäß des Gesetzes vom 21. April 1928. Sie nimmt ihre Aktivitäten offiziell am 01. Januar 2014 auf.

**Art. 2. Sitz.** Der Sitz des ASAZCENTER DIKRICH ist im jeweiligen Einsatzzentrum der Gemeinde Diekirch.

**Art. 3. Dauer.** Die Dauer der Vereinigung geht einher mit der Existenz eines Einsatzzentrums von freiwilligen Helfern der Administration des Services de Secours in der Gemeinde Diekirch.

**Art. 4. Aufgaben.** Die Aufgabe des Einsatzzentrums ist die geordnete Hilfeleistung bei Unfällen, Bränden und sonstigen Notfällen, bei welchen die Sicherheit von Personen, Tieren oder Gütern in Gefahr ist.

Die Vereinigung ist den Reglementen der Administration des Services de Secours verpflichtet. Des Weiteren steht sie freiwillig, ehrenamtlich und autonom im Dienste der Gemeinde Diekirch.

Zur Erfüllung dieser Aufgabe dient:

- a) die theoretische und praktische Ausbildung der aktiven Mitglieder auf lokaler, nationaler und internationaler Ebene,
- b) die Fortbildung an den diversen Instituten der Formation des Services de Secours,
- c) die Anregung der Mitglieder zur Hilfsbereitschaft,
- d) die Aufrechterhaltung der Jugendfeuerwehr,
- e) das aktive Mitwirken bei offiziellen Anlässen.

Die Vereinigung ist außerdem zuständig für alle Aktivitäten innerhalb des Einsatzzentrums, welche nicht direkt von der Direktion der Administration des Services de Secours, der Gemeinde, oder des Landesfeuerwehrverbandes bestimmt werden. Insbesondere hat sie die Kameradschaft zu fördern und zu pflegen, sowie Werbung für neue Mitglieder zu betreiben.

Die Vereinigung kann alle, zu Ihrem Geschäftszweck nötigen Tätigkeiten und Akte ausführen.

Die Vereinigung ist politisch und ideologisch neutral.

**Art. 5. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr beginnt am 01. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

## Kapitel II. Mitglieder

**Art. 6. Mitgliedschaft.** Das ASAZZENTER DIKRICH besteht aus:

- aktiven Mitgliedern,
- inaktiven Mitgliedern,
- Ehrenmitgliedern.

Die Zahl sämtlicher Mitglieder ist unbegrenzt. Die Anzahl der aktiven Mitglieder darf aber nie unter 9 sinken.

**Art. 7. Aktive Mitgliedschaft.**

a) Aktives Mitglied kann jeder unbescholtene Bürger beiderlei Geschlechtes im Alter von 16 bis 65 werden. Jedes aufzunehmende aktive Mitglied muss ein schriftliches Aufnahmegesuch (Formular) einreichen. Ein Auszug aus dem Strafreregister neueren Datums ist vorzulegen (max. 2 Monate). Der Inhalt dieses Auszugs ist von den Vorstandsmitgliedern streng vertraulich zu behandeln.

b) Das Mindestalter ist 16 Jahre. Für Jugendliche bis zum 18. Lebensjahr ist eine schriftliche Zustimmung der Eltern oder des/der Erziehungsberechtigten erforderlich.

c) Die aktive Dienstzeit beginnt und erlischt gemäß den Bestimmungen der Administration des Services de Secours festgelegter Altersgrenze.

d) Falls eine Jugendfeuerwehr besteht, haben Jugendliche zwischen dem 08. und 16. Lebensjahr die Möglichkeit dieser beizutreten, unter der Bedingung, dass die schriftliche Zustimmung der Eltern oder des/der Erziehungsberechtigten vorliegt. Jugendliche, die sich in der Jugendfeuerwehr bewährt haben, werden ab dem 16. Lebensjahr automatisch als aktives Mitglied in das ASAZZENTER DIKRICH aufgenommen.

e) Die Mitgliedschaft beginnt mit dem Datum, an welchem die persönliche Matrikel-Nummer seitens der Administration des Services de Secours zugeteilt wird.

f) Jedes aktive Mitglied übernimmt freiwillig folgende Verpflichtungen:

- die Regeln zu achten, sowie den Verpflichtungen stets diszipliniert nachzukommen,
- die im Rahmen der Reglemente gegebenen Anordnungen genau zu befolgen,
- die Pflicht, bei der Gestaltung des Geschehens im Einsatzzentrum mitzuwirken und das Recht, in eigener Sache gehört zu werden,
- regelmäßig und pünktlich an den Einberufungen, wie Ausbildungskursen, Übungen und Versammlungen aktiv teilzunehmen, sowie bei Einsätzen oder sonstigen Hilfeleistungen schnellstens anzutreten,
- regelmäßig Bereitschaftsdienst bei Ambulanz oder/und Sauvetege zu verrichten, und/oder aktiv am Feuerwehrwesen teilzunehmen,
- Disziplin, Gehorsam und Respekt gegenüber den Vorgesetzten und den Mannschaftskameraden.

k) Die aktiven Mitglieder wirken durch ihr Auftreten, ihre Dienstbereitschaft und ihr tätiges Miteingreifen bei allen Dienstangelegenheiten auf bereitwilligste Art, mit am Gedeihen und Ansehen des ASAZZENTER DIKRICH.

l) Jedes aktive Mitglied ist verpflichtet, sich dem vom Innenministerium vorgeschriebenen medizinischen Test zu unterziehen. Die Verweigerung führt automatisch zu einer provisorischen Suspendierung vom aktiven Dienst.

m) Stimmberechtigt ist jedes aktive Mitglied ab dem 18. Lebensjahr in der Generalversammlung, hat aber ab dem 16. Lebensjahr Mitspracherecht.

**Art. 8. Inaktive Mitgliedschaft.**

a) wird jedes aktive Mitglied beim Erreichen der von der Administration des Services de Secours vorgesehenen Altersgrenze,

b) kann jedes aktive Mitglied werden, welches aus gesundheitlichen oder anderen Gründen nicht mehr in der Lage ist seine Funktion(en) auszuüben und aktiv am Ambulanz-, Sauvetege- und/oder Feuerwehrdienst teilzunehmen. Der Vorstand befindet über die Annahme des Gesuches. Er kann auf der Beibringung eines ärztlichen Attestes bestehen. Die inaktive Mitgliedschaft kann definitiv oder vorübergehend sein. Diejenigen Mitglieder welche wegen mangelnder Aktivität abgemeldet werden, können nicht inaktives Mitglied der Vereinigung bleiben.

Der Vorstand entscheidet auch bei eventuell auftretenden Härtefällen.

c) Die inaktiven Mitglieder können weiterhin an allen nicht einsatztechnischen Aktivitäten der Vereinigung teilnehmen, müssen aber je nach Entscheidung des Vorstandes, eventuell einen finanziellen Beitrag leisten.

d) Inaktive Mitglieder bleiben angemeldet bei dem Landesfeuerwehrverband und bei der „Stirfkées von der Lëtzeburger Pompjeeën“.

e) Inaktive Mitglieder sind von sämtlichen Verpflichtungen enthoben. Sie behalten Ihren Grad als Titular-Gradierete, sowie erworbene Rechte auf Ehrenzeichen, Veteranenzulage und Sterbegeld.

f) Inaktive Mitglieder haben kein Stimmrecht bei der Generalversammlung, haben aber Mitspracherecht.

**Art. 9. Ehrenmitgliedschaft.** Ehrenmitglied kann jeder werden, der das ASATZZENTER DIKRICH in irgendeiner Weise unterstützt oder fördert.

Ehrenmitglieder sind in der Generalversammlung nicht Stimmberechtigt und haben auch kein Mitspracherecht.

**Art. 10. Ordnungsmaßnahmen.** Bei Verstößen gegen die Statuten und Reglemente des Einsatzzentrums Diekirch, der Administration des Services de Secours oder des Landesfeuerwehrverbandes können folgende Ordnungsmaßnahmen ergriffen werden:

- a) Verweis durch den jeweiligen Vorstandsvorsitzenden,
- b) Ausschluss aus dem ASAZZENTER, wegen schwerwiegendem Verstoß gegen Artikel / des gegenwärtigen Reglementes

Der Vorstand ist in diesem Fall nur beschlussfähig, wenn mindestens drei Viertel seiner Mitglieder anwesend sind.

Gegen die Ordnungsmaßnahmen steht jedem aktiven und inaktiven Mitglied des ASAZZENTER das Recht auf Rekurs zu. Dieser muss spätestens 4 Wochen nach Ausspruch der Ordnungsmaßnahme schriftlich beim Vorstand eingebracht werden, welcher dann darüber entscheidet. Die Entscheidung wird dem Rekurssteller schriftlich mitgeteilt.

**Art. 11. Erlöschen der Mitgliedschaft.** Die Mitgliedschaft erlischt durch:

- a) Tod,
- b) freiwilligen Austritt,
- c) Ausschluss durch den Vorstand:

Der Ausschluss eines Mitglieds wird durch den Vorstand gemäß Artikel 10 b) mit einer zwei Drittel-Stimmmehrheit in folgenden Fällen vorgenommen, wenn ein Mitglied:

- schwerwiegend gegen Artikel 7 der gegenwärtigen Statuten Verstossen hat,
- durch eine Tat oder Nachlässigkeit seinem Ruf oder seiner persönlichen Ehre, dem Ruf oder Ehre eines anderen Mitglieds, oder dem Ruf oder Ehre des Einsatzzentrums geschadet hat,
- die vom Vorstand festgelegte Anzahl der Beteiligungen an Übungen, Ausmärschen und Veranstaltungen nicht erreicht,
- die Verweigerung am medizinischen Test teilzunehmen,
- mangelnde Aktivität: Diejenigen Mitglieder welche wegen mangelnder Aktivität abgemeldet werden, können nicht Mitglied der Vereinigung bleiben.

**Art. 12. Mitgliedbeitrag.** Ob ein Mitgliedbeitrag erhoben wird entscheidet die Generalversammlung.

Der Mitgliedbeitrag ist innerhalb einer Frist von 6 Monaten zu zahlen.

Bei Nichtzahlen der Mitgliedschaft vor der nächsten Generalversammlung verlieren aktive Mitglieder jeweiliges Stimmrecht.

### Kapitel III. Der Vorstand

**Art. 13. Zusammensetzung.** Die Leitung der Vereinigung geschieht durch den Vorstand, an dessen Spitze der Vorstandsvorsitzende steht. Die Mitglieder des Vorstandes, ausser dem Sekretär und dem Kassierer, sind ausschliesslich aktive Mitglieder des Einsatzzentrums. Dem Vorstand gehören maximal 9 Personen an.

- a) Der Zenterchef des CENTRE D'INTERVENTION DIEKIRCH (1)
- b) die Zenterchefadjunkte (2)
- c) der Chef de corps Adjunkt (1)
- d) der Sekretär / Kassierer (1)
- e) 2 Vertreter der freiwilligen Feuerwehr Diekirch (2)
- f) 2 Vertreter des Einsatzzentrums der Protection Civile Diekirch (2 Abteilung Ambulance)

Der Zenterchef ist automatisch Vorsitzender des Vorstandes des Centre d'Intervention.

**Art. 14. Ernennung der Verantwortlichen.** Die Ernennung des Zenterchefs, des Chef de corps, sowie deren Adjunkten erfolgt gemäß den gesetzlichen Bestimmungen der Administration des Services de Secours, sowie gegebenenfalls den Reglementen des Landesfeuerwehrverbandes, durch den Innenminister, respektive die Gemeinde Diekirch.

Die Verantwortlichen können zu jedem Zeitpunkt eine Mitgliederversammlung einberufen.

**Art. 15. Befugnisse des Vorstandes.** Der Vorstand ist das Organ, welches sämtliche Aktivitäten der Vereinigung organisiert. Er ist allein zuständig, die Finanzmittel der Vereinigung zu verwalten. Er hat die weitgehendsten Befugnisse zur Führung der Amtsgeschäfte. Alles was nicht ausdrücklich durch vorliegende Reglemente geregelt ist, gehört zu seinem Aufgabenbereich.

Der Vorstand hat zusätzlich folgende Kompetenzen:

- a) Erlassen oder Abändern von internen Reglementen, welche nicht zum Kompetenzbereich der Administration des Services de Secours gehören,
- b) Erteilen von allgemeinen oder speziellen Vollmachten, darunter Bankvollmachten an den Kassierer und eventuell an andere Vorstandsmitglieder,
- c) Festlegung seiner internen Aufgabenverteilung und Ämter,
- d) Einberufung der Mitgliederversammlung und der Generalversammlung,
- e) Festlegung der Tagesordnung der Mitgliederversammlung und der Generalversammlung.

Der Vorstand kann beschließen, genau definierte Aufgaben, zeitlich begrenzt, an bestimmte Personen zu delegieren. Er kann Kommissionen einsetzen, denen jedoch mindestens ein Vorstandsmitglied angehören muss.

Er kann Einzelpersonen als Berater oder Beobachter einsetzen.

Das Einsatzzentrum ist für Ausgaben bis € 2.000,- durch die alleinige Unterschrift des Kassierers und in allen anderen Fällen durch die gemeinsame Unterschrift des Zenterchefs und des Kassierers oder einer der Zenterchefadjunkte gebunden.

**Art. 16. Zusammenkünfte; Beschlussfähigkeit.** Der Vorstand versammelt sich nach Einberufung durch den Sekretär (nach Absprache mit dem Zenterchef) jedes Mal wenn dies im Interesse der Vereinigung nötig ist, oder wenn mindestens drei der Vorstandsmitglieder dies wünschen.

Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend ist, mit Ausnahme der Entscheidungen gemäß Artikel 10 vorliegender Reglemente. Ist eine Vorstandssitzung ein erstes Mal wegen Mangel an Teilnehmern nicht beschlussfähig, so ist sie es jedoch in jedem Fall, wenn sie ein zweites Mal zu einem späteren Datum einberufen wird (mindestens 8 Tage später).

Die Entscheidungen werden mit einfacher Mehrheit getroffen. Die Stimmenthaltungen werden zur Festlegung der notwendigen Mehrheit zur Annahme eines Beschlusses nicht mitgerechnet. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden des Vorstandes.

Der Sekretär erstellt ein Protokoll der Vorstandssitzungen, das allen Vorstandsmitgliedern zur Einsicht gebracht wird. Nach Ermessen des Vorstandes können Abstimmungen in geheimer Wahl abgehalten werden.

**Art. 17. Sekretär; Kassierer; Kassenrevisoren.** Der Sekretär des Einsatzzentrums führt die Stammliste oder das Mitgliederverzeichnis. Er erledigt alle schriftlichen Arbeiten, wie Korrespondenz, Einberufung zur Mitgliederversammlung, Vorstandssitzung, Ausgängen, Veranstaltungen, Übungen und Ausbildungskursen. Er verfasst die Berichte über Vorstandssitzungen und über Mitgliederversammlungen.

Der Kassierer versieht das Kassenwesen des Einsatzzentrums. Er führt ordnungsgemäß Buch über Einnahmen und Ausgaben und legt Rechnung ab. Zahlungen werden geleistet und Rechnungen beglichen nach den vom Vorstand genehmigten Regeln. Er vertritt das Einsatzzentrum gegenüber Geldinstituten bei allen laufenden Geschäften und bis zu Ausgaben von € 2.000,-.

Kassen- und Buchführung werden jährlich von den Kassen revisoren auf ihre Richtigkeit geprüft, sowie abgezeichnet. Nach erfolgter Prüfung berichten die Kassenrevisoren dem Vorstand und der Mitgliederversammlung. Der Kassierer erhält Entlastung durch die Mitgliederversammlung.

Der Kassierer hält das Kassen- und das Kontenbuch dem Vorstand zu jeder Zeit zur Einsicht bereit.

**Art. 18. Wahlen.** Die in Artikel 13 aufgeführten Mitglieder sub. Artikel 13 e) + f) des Vorstandes werden für die Dauer von 2 Jahren von den stimmberechtigten Mitgliedern in geheimen Wahlen ermittelt.

Bei eventueller Stimmgleichheit bei sämtlichen Wahlen erfolgt ein zweiter Wahlgang. Bleibt die Stimmgleichheit bestehen, entscheidet das Dienstalder der Kandidaten.

**Art. 19. Kandidaturen.** Kandidaten für einen Vorstandsposten sub. Artikel 13 e) + f) müssen volljährig und wenigstens ein volles Jahr aktives (außer Sekretär und Kassierer) Mitglied des ASAZZENTER DIKRICH sein. Die Kandidaturen sind wenigstens 24 Stunden vor der Generalversammlung schriftlich beim Leiter des Einsatzzentrums einzureichen.

**Art. 20. Vorstandsmitgliedschaft.** Die Vorstandsmitglieder treten aus ihrem Amt aus durch:

- a) Tod,
- b) freiwilligen Austritt,
- c) Abberufung,
- d) Ausschluss,
- e) Erreichen der vorgesehenen Altersgrenze.

Im Falle des Ausscheidens des Leiters des Einsatzzentrums übernimmt der dienstälteste Adjunkt oder Unterkommandant das Amt bis zur nächsten Generalversammlung. Wird ein anderer Vorstandsposten während des Geschäftsjahres frei, so liegt es im Ermessen des Vorstandes diesen Posten neu zu besetzen, unbeschadet der Bestätigung durch die nächste Mitgliederversammlung, oder eine ausserordentliche Mitgliederversammlung zwecks Neubesetzung dieses Postens einberufen.

Im Falle einer Neubesetzung vor Ablauf der normalen Mandatsdauer übernimmt das neue Vorstandsmitglied den Posten für die restliche Mandatsdauer.

Ein vorzeitig auf eigenen Wunsch hin, austretendes Vorstandsmitglied muss schriftlich demissionieren.

#### Kapitel IV. Generalversammlung

**Art. 21. Zeitpunkt.** Die alljährliche ordentliche Generalversammlung muss im ersten Drittel des Jahres abgehalten werden.

**Art. 22. Einberufung.** Die ausserordentliche Generalversammlung kann jederzeit auf Wunsch des Vorstandes hin einberufen werden.

Aufgrund einer schriftlichen und begründeten, von wenigstens einem Fünftel der aktiven Mitglieder unterschriebenen Anfrage, muss innerhalb eines Monats vom Vorstand eine aussergewöhnliche Generalversammlung berufen werden.

Die Einberufung von einer Generalversammlung und ihre Tagesordnung muss den Mitgliedern mindestens zehn Tage im Voraus schriftlich vom Vorstand mitgeteilt werden. Bei jedem aussergewöhnlichen oder dringenden Fall, nach Ermessen des Vorstandes, kann die Frist von zehn Tagen gekürzt werden.

Der Vorstand hat die Möglichkeit, alle Mitglieder, oder Mitglieder einer bestimmten Sparte ein zu laden.

**Art. 23. Tagesordnung.** Der Vorstand bestimmt die Tagesordnung der Generalversammlung. Alle Vorschläge, welche von einem Zehntel der Mitglieder des Einsatzzentrums unterschrieben sind, müssen auf die Tagesordnung gesetzt werden, wenn sie bis spätestens 5 Tage vor dem Datum der Generalversammlung eingebracht wurden.

**Art. 24. Aufgaben.** Die Generalversammlung hat folgende Aufgaben:

- a) Wahl der Vorstandsmitglieder (falls erforderlich),
- b) Genehmigung der Kassen- und Kassenprüfberichte,
- c) Entlastung des Kassierers,
- d) Wahl der Kassenrevisoren,
- e) Entlastung des Vorstandes,
- f) Genehmigung des Budgets,
- g) Beratung und Beschlussfassung über eingebrachte Anträge,
- h) Annahme eventuell erforderlicher Reglemente,
- i) Annahme eventuell erforderlicher Statutenänderungen,
- j) Diskussion von verschiedenen Problemen, die das Einsatzzentrum betreffen.

**Art. 25. Ablauf.** Die Generalversammlung wird vom Leiter des Einsatzzentrums oder dessen Stellvertreter geleitet. Die Generalversammlung ist öffentlich, jedoch besitzen nur die aktiven Mitglieder Stimmrecht.

Die Generalversammlung ist in jedem Fall beschlussfähig.

Jedes anwesende stimmberechtigte Mitglied verfügt über eine Stimme. Schriftliche Vollmachten von abwesenden Mitgliedern sind nicht erlaubt.

Die Generalversammlung fasst alle Beschlüsse mit einfacher Mehrheit. Einzige Ausnahme hierzu sind Reglementänderungen, hierfür ist eine 2/3 Mehrheit erforderlich. Falls mehr als ein Viertel der anwesenden Mitglieder es wünscht, muss in geheimer Wahl zum betreffenden Punkt abgestimmt werden.

Stimmgleichheit bedeutet Ablehnung.

#### Kapitel V. Finanzen

**Art. 26. Einkünfte.** Die Einkünfte bestehen unter anderem aus:

- a) Subsidien,
- b) Geldspenden,
- c) Aufwandsentschädigungen,
- d) Einkünfte aus Manifestationen,
- e) Ehrenmitglieder (Anteil),

Die Einkünfte gelangen vollständig in den Besitz der Vereinigung. Der Vorstand ist zuständig für die Verwaltung dieser Einkünfte. Verantwortlich für das Führen der Kasse ist der Kassierer.

**Art. 27. Finanzoperationen.** Der vom Vorstand ernannte Kassierer, ist ermächtigt, Geld von den Konten oder Sparbüchern der Vereinigung abzuheben und Banküberweisungen bis zu einem Höchstbetrag von € 2.000,- zu tätigen. Für alle anderen Finanzoperationen die diesen Betrag überschreiten ist die gemeinsame Unterschrift des Kassierers und des Zenterchefs oder einer der Zenterchefadjunkten vonnöten.

**Art. 28. Kassenrevisoren.** Die Generalversammlung wählt zwei Kassenrevisoren welche:

- a) dem Vorstand nicht angehören dürfen,

b) nicht im ersten oder zweiten Verwandtschaftsgrad zum Kassierer stehen dürfen

c) nicht Partner des Kassierers sein dürfen.

Die Wahl geschieht jährlich per Akklamation, oder - wenn sich mehr Kandidaten melden - durch geheime Wahl.

Ihre Aufgabe besteht darin, den Kassenbericht, den der Kassierer der Generalversammlung zur Abstimmung vorlegt, zu kontrollieren, und der Generalversammlung und dem Vorstand einen mündlichen Bericht über das Resultat dieser Kontrolle zu machen.

Sämtliche Dokumente, welche sie zur Kontrolle der Kasse benötigen, müssen Ihnen vor dem Datum der Generalversammlung zur Verfügung stehen.

## Kapitel VI. Zusätzliche Bestimmungen

**Art. 29. Haftung.** Das Einsatzzentrum übernimmt keine Haftung für eventuelle im Dienst erlittene Schäden. Schadenssprüche können nur nach den geltenden gesetzlichen oder reglementarischen Regeln gestellt werden.

**Art. 30. Auflösung.** Nach Auflösung der Vereinigung gehen sämtliche Vermögenswerte, welche zu diesem Zeitpunkt in ihrem Besitz sind, nach Begleichung aller ausstehenden Rechnungen, an die Gemeindeverwaltung Diekirch, mit dem Auftrag, dieselben eines neuzugründenden Rettungsdienstes zu übergeben.

### Grünnungsversammlung ASAZZENTER DIKRICH asbl

BACHSTEIN	Jean-Claude	Fonctionnaire d'Etat	30, rue Jean l'Aveugle	L-9208 DIEKIRCH
BACHSTEIN	Marc	Etudiant	30, rue Jean l'Aveugle	L-9208 DIEKIRCH
BRAUN	Aloyse	Fonctionnaire d'Etat	11, rue du Brill	L-9155 GROUBOUS
DIAS	Marylene	Salarié	13, Grondwee	L-9045 ETTTELBRUCK
DINIS ANDRADE	Cesar	Salarié	26, Grand-rue	L-9410 VIANDEN
FABER	Georgie	Salarié	2a, rue du Jardin	L-9416 VIANDEN
FABER	Nic	Pensionné	29, rue Sauerwiss	L-9278 DIEKIRCH
FABER	Michel	Salarié communal	4, rue Nic Pletschette	L-9186 STEGEN
FEDERSPIEL	Fernand	Fonctionnaire d'Etat	13b, rue de la Frontière	L-9412 VIANDEN
GAUDRON	Steve	Salarié communal	36, rue Neuve	L-9262 DIEKIRCH
GONNER	Jean-Luc	avocat à la Cour	38, rue du Kockelberg	L-9252 DIEKIRCH
HENDRIKS	Claude	Salarié communal	1, rue Goldknapp	L-9147 ERPELDANGE
HIFF	Sébastien	Fonctionnaire communal	1, montée de la Seitert	L-9279 DIEKIRCH
HUTH	Romain	Salarié communal	1, beim Baseng	L-9137 SCHIEREN
HUTH	Steve	Salarié communal	13, Wolsberich	L-9252 DIEKIRCH
KETTMANN	Christiane	Salarié	32, rue Dudley Yves	L-9176 NIEDERFEULEN
KINTZIGER	Pia	Salarié	124, rue Clairefontaine	L-9221 DIEKIRCH
KRINGS	Josy	Pensionné	39, D' Baach aus	L-9209 DIEKIRCH
LANG	Alexander	Etudiant	5, Hannert dem Schlass	L-9353 BETTENDORF
LOURENCO	Isabelle	employé de l'Etat	13, rue du Château	L-9146 ERPELDANGE
LOURENCO	Lis	Etudiant	13, rue du Château	L-9146 ERPELDANGE
LOURENCO	Pit	Etudiant	13, rue du Château	L-9146 ERPELDANGE
MACEDO	Ruben	Etudiant	4, rue du Château	L-9146 ERPELDANGE
MAQUET	David	Salarié	4, rue Dominique	L-9218 DIEKIRCH
MAYER	Arsène	Salarié	1a, rue de Vichten	L-9167 MERTZIG
MAYER	Linda	Etudiant	1a, rue de Vichten	L-9167 MERTZIG
MEYER	Tammy	Etudiant	12, rue Dr. Mambourg	L-9256 DIEKIRCH
MEYER	Maryse	Salarié communal	12, rue Dr. Mambourg	L-9256 DIEKIRCH
PESCH	Michel	Etudiant	24, rue Emile Kowalsky	L-9253 DIEKIRCH
POST	Jean	Salarié communal	3, op Kreitzfelder	L-9142 BURDEN
RIBEIRO	Carina	employé de l'Etat	14a, am Eck	L-9351 BASTENDORF
RIES	Marie-Jeanne	agriculteur	5, Bleesgaass	L-9350 BASTENDORF
RODRIGUES AMARO	Vitor Manuel	Etudiant	144, Bamertal	L-9209 DIEKIRCH
SCHAULS	Laurent	Etudiant	16 Fraeschegaass	L-9353 BETTENDORF
SIEBENALLER	Jean-Luc.	Salarié	21, rue de l'Etoile	L-9229 DIEKIRCH
STEFFEN	Monique	sans profession	30, Kierchenstrooss	L-9454 FOUHREN
STEFFEN	Patrick	Salarié	16, rue Dr. Mambourg	L-9256 DIEKIRCH
TEIXEIRA	Nastasija	Fonctionnaire communal	16, rue Dr. Mambourg	L-9256 DIEKIRCH
VAN ZELST	Claudia	Etudiant	23, Fraeschegaass	L-9352 BETTENDORF

WAGNER	Danielle	sans profession	61. rue Clairefontaine	L-9221 DIEKIRCH
WAGNER	Pierre	Salarié communal	8, rue du Curé	L-9217 DIEKIRCH
WEBER	Nico	Salarié	10, Wolsberich	L-9252 DIEKIRCH
WERNER	Claude	employé de l'Etat	12, in Bedingen	L-9283 DIEKIRCH
WILWERT	Paul	Fonctionnaire communal	2, am Bréckefeld	L-9452 BETTEL
WILWERT	Ted	Etudiant	2, am Bréckefeld	L-9452 BETTEL

Signatures.

Référence de publication: 2013172826/308.

(130210616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2013.

**BAYVK-REITS1-Fonds FCP-FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds BAYVK - REITS 1 - Fonds FCP-FIS welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 30. Dezember 2013.

*Für den BAYVK - REITS 1 - Fonds FCP-FIS*

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Holger Emmel / Katrin Nickels

Référence de publication: 2014001850/12.

(140000893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2014.

**Bantleon Anleihenfonds, Fonds Commun de Placement.**

Das Verwaltungsreglement des BANTLEON ANLEIHENFONDS, welches von der Bantleon Invest S.A. verwaltet wird und dem Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 unterliegt, wurde am 6. Januar 2014 beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

*Für BANTLEON Invest S.A.*

UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.

Francesco MOLINO / Guillaume ANDRE

*Director / Director*

Référence de publication: 2014002833/12.

(140002248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2014.

**Eurotax All Invest, Fonds Commun de Placement.**

Anteilklass A

ISIN: LU0333940475 / WKN: A0M8W9

Anteilklass B

ISIN: LU0328287015 / WKN: A0M6JP

Die Anteilhaber des oben genannten Fonds, der von der von der Heydt Invest SA („Verwaltungsgesellschaft“) verwaltet wird, werden hiermit über nachfolgende Änderungen mit Wirkung ab dem 06. Februar 2014 unterrichtet:

1. Die Funktion der Depotbank und Zahlstelle wechselt von der HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) SA, 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, zur ING Luxembourg S.A., 52, route d'Esch, L-2956 Luxemburg.

2. Die Funktion der Register- und Transferstelle wechselt von der HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) SA, 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, zur Apex Fund Services (Malta) Limited, Luxembourg Branch, 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxemburg.

3. Die Funktion der Zentralverwaltungsstelle wird zukünftig nicht mehr von der HSBC Trinkaus Investment Managers SA, 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, wahrgenommen. Diese Funktion wird zukünftig durch die Verwaltungsgesellschaft selbst übernommen.

4. Die Funktion des Repräsentanten wechselt zum Bankhaus von der Heydt GmbH & Co. KG, Widenmayerstrasse 3, D-80538 München, Bundesrepublik Deutschland.

5. Mit der Prüfung des Jahresabschlusses des Fonds wird KPMG Luxembourg S.à.r.l., 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg beauftragt.

6. Die Hauptvertriebsstelle des Fonds übernimmt die eurotax GmbH, Marktplatz 6, D-97753 Karlstadt.

7. Die Depotbank und Zahlstelle erhält für den Fonds anstelle einer monatlichen Mindestvergütung zusätzlich zur reduzierten variablen Vergütung in Höhe von 0,10% eine jährliche, fixe Vergütung in Höhe von 9.400,- Euro. Die Vergütungen werden monatlich nachträglich anteilig ausgezahlt.

8. Die Register- und Transferstelle erhält für den Fonds anstelle einer festen, monatlichen Vergütung eine jährliche, marktübliche Grundgebühr von derzeit 2.500,- Euro. Zusätzlich wird dem Fondsvermögen eine monatliche, bankübliche Vergütung belastet, die als Festbetrag in Höhe von 25,- Euro je Anlagekonto am Ende eines jeden Kalenderjahres nachträglich berechnet und ausgezahlt wird. Monatliche anteilige Vorschüsse dürfen erhoben werden.

9. Die Zentralverwaltungsstelle erhält für den Fonds zusätzlich zu der bestehenden Vergütung eine Vergütung in Höhe von 250,- Euro pro Anteilklasse pro Monat. Diese Vergütung wird monatlich nachträglich anteilig ausgezahlt.

10. Bei der erfolgsabhängigen Vergütung verändert sich die Hurdle Rate, diese lautet nun: EONIA Zinssatz + 200 Basispunkte. Die neue gültige High Watermark ist der Anteilspreis, der für den 05. Februar 2014 ermittelt wird.

11. Der Investment Manager, das Bankhaus von der Heydt GmbH & Co. KG, Widenmayerstrasse 3, D-80538 München, Bundesrepublik Deutschland scheidet aus. Zukünftig wird das Investment Management durch die von der Heydt Invest SA selbst ausgeübt.

12. Für den Fonds werden dem Anteilinhaber die „Wesentlichen Informationen für Anleger“ zur Verfügung gestellt.

13. Die Anlagepolitik des Fonds wird um klarstellende Formulierungen hinsichtlich von Derivativen ergänzt. Darüber hinaus sind Formulierungen von Investitionsmöglichkeiten im asiatisch/pazifischen Raum, Lateinamerika, Osteuropa oder dem Mittleren Osten herausgenommen worden. Darüber hinaus sind aufsichtsrechtlich notwendige Spezifikationen sowie gesetzliche Vorgaben explizit im Verkaufsprospekt aufgenommen worden.

14. Der Erwerb von Single Hedge Fonds ist nicht mehr zulässig.

15. Nachfolgende Unterlagen stehen zur Einsicht während der üblichen Geschäftszeiten am Sitz der Verwaltungsgesellschaft zur Verfügung:

- die Satzung der Verwaltungsgesellschaft;
- der Depotbank- und Zahlstellenvertrag;
- der Register- und Transferstellenvertrag;
- der Vertriebsstellenvertrag zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der jeweiligen Vertriebsstelle.

Daneben sind der jeweils gültige Verkaufsprospekt nebst Verwaltungsreglement, die Wesentlichen Informationen für Anleger sowie der Jahres- und Halbjahresbericht des Fonds für die Anteilinhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, bei den Zahlstellen und den Vertriebsstellen kostenlos erhältlich und können unter der Internetadresse der Verwaltungsgesellschaft ([www.vdhi.lu](http://www.vdhi.lu)) kostenlos heruntergeladen werden.

16. Etwaige anfallende, die Übertragung betreffende Kosten, gehen zu Lasten des Fondsvermögens.

Änderungen betreffend die Kostenstruktur werden sich nicht negativ auf das derzeitige Fondsvermögen auswirken.

#### *Anteilscheingeschäft*

Der letzte Tag der Orderannahme bei der HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) SA ist Montag, der 03. Februar 2014 bis 16:00 Uhr (Cut-Off). Alle Orderaufträge, nach diesem Zeitpunkt sind an die Apex Fund Services (Malta) Limited, Luxembourg Branch, zu richten.

Alle Orderaufträge, die ab dem 03. Februar 2014, ab 16:00 Uhr (nach Cut-Off) und bis zum 06. Februar 2014, 16:00 Uhr (vor Cut-Off) bei der Apex Fund Services (Malta) Limited, Luxembourg Branch, eintreffen, werden am 07. Februar 2014 mit Handelstag 06. Februar 2014 abgerechnet.

Der neue Verkaufsprospekt und die wesentlichen Anlegerinformationen, jeweils Stand Februar 2014, sind ab der 3. Februarwoche 2014 am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Luxemburger Zahlstelle und beim neuen deutschen Repräsentanten sowie auf der Homepage der Verwaltungsgesellschaft ([www.vdhi.lu](http://www.vdhi.lu)) kostenlos erhältlich.

Hesperange, im Januar 2014.

von der Heydt Invest SA.

Référence de publication: 2014004001/66.

### **Senior Assist International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 137.860.316,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 165.943.

#### — EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 27 mars 2013, a décidé d'étendre la durée du mandat de ses trois gérants:

- Monsieur Florian BERTHIER, employé privé, demeurant professionnellement au 4, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, gérant.

- Monsieur Frank BAMELIS, directeur de sociétés, résidant 35, Avenue des Papalins, MC-98000 Monaco, gérant.



- Monsieur Bart Vanderschrick, directeur de sociétés, résidant 9, Boulevard du Jardin Exotique, MC-98000 Monaco, gérant.

Leurs mandats prendront fin lors de l'approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016.

*Pour SENIOR ASSIST INTERNATIONAL S.à r.l.*

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2013176183/18.

(130214481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

### **All Properties, Fonds Commun de Placement.**

ISIN: LU0270178949 / WKN: A0LCBH

Die Anteilinhaber des oben genannten Fonds, der von der von der Heydt Invest SA („Verwaltungsgesellschaft“) verwaltet wird, werden hiermit über nachfolgende Änderungen mit Wirkung ab dem 06. Februar 2014 unterrichtet:

1. Die Funktion der Depotbank und Zahlstelle wechselt von der HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) SA, 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, zur ING Luxembourg S.A., 52, route d'Esch, L-2956 Luxembourg.

2. Die Funktion der Register- und Transferstelle wechselt von der HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) SA, 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, zur Apex Fund Services (Malta) Limited, Luxembourg Branch, 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

3. Die Funktion der Zentralverwaltungsstelle wird zukünftig nicht mehr von der HSBC Trinkaus Investment Managers SA, 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, wahrgenommen. Diese Funktion wird zukünftig durch die Verwaltungsgesellschaft selbst übernommen.

4. Der Anlageberater des Fonds DONNER & REUSCHEL Aktiengesellschaft, Niederlassung München, Maximiliansplatz 13, D-80333 München scheidet aus.

5. Mit der Prüfung des Jahresabschlusses des Fonds wird KPMG Luxembourg S.à.r.l., 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg beauftragt.

6. Die Depotbank und Zahlstelle erhält für den Fonds anstelle einer monatlichen Mindestvergütung zusätzlich zur reduzierten variablen Vergütung in Höhe von 0,10% eine jährliche, fixe Vergütung in Höhe von 9.400,- Euro. Die Vergütungen werden monatlich nachträglich anteilig ausgezahlt.

7. Die Register- und Transferstelle erhält für den Fonds anstelle einer festen, monatlichen Vergütung eine jährliche, marktübliche Grundgebühr von derzeit 2.500,- Euro. Zusätzlich wird ein Festbetrag in Höhe von 25,- Euro je Anlagekonto am Ende eines jeden Kalenderjahres nachträglich berechnet und ausgezahlt. Monatliche anteilige Vorschüsse dürfen erhoben werden.

8. Zur zukünftigen Erreichung einer angemessenen Wertentwicklung des Fonds durch eine diversifizierte Vermögensanlage in Vermögensgegenstände liegt der Anlageschwerpunkt des Fonds zukünftig NICHT mehr in der Investition in immobiliennahen Investments, wie Immobilienfonds und Gesellschaften, die im Immobilienbereich tätig sind. Zur Erreichung des Anlageziels wird das Fondsvermögen weltweit investiert in börsennotierte oder an einem anderen geregelten Markt gehandelte Aktien, Geldmarktinstrumente, Zertifikate und Anleihen aller Art, inklusive Null-Kupon-Anleihen und variabel verzinsliche Wertpapiere sowohl Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten sowie in Anteile von Investmentfonds und/oder Investmentgesellschaften. Daneben können auch repräsentative, anerkannte Commodity-Indizes, Futures, Optionen und Swaps abgeschlossen werden. Devisentermingeschäfte sowie sonstige derivative Instrumente auf Währungen dürfen ausschließlich zur Absicherung abgeschlossen werden.

9. Bei der erfolgsabhängigen Vergütung entfällt die Hurdle Rate. Die neue gültige High Watermark ist der Anteilspreis, der für den 05. Februar 2014 ermittelt wird.

10. Etwaige anfallende, die Übertragung betreffende Kosten, gehen zu Lasten des Fondsvermögens.

Änderungen betreffend die Kostenstruktur werden sich nicht negativ auf das derzeitige Fondsvermögen auswirken.

Informationen, insbesondere Mitteilungen an die Anteilinhaber, soweit gesetzlich erforderlich und zulässig, stehen an Werktagen in Luxemburg (ausgenommen Samstag) am Sitz der Verwaltungsgesellschaft zur Einsicht zur Verfügung und sind kostenlos erhältlich und können auch auf der Homepage der Verwaltungsgesellschaft ([www.vdhi.lu](http://www.vdhi.lu)) kostenlos heruntergeladen werden.

#### *Anteilscheingeschäft*

Der letzte Tag der Orderannahme bei der HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) SA ist Montag, der 03. Februar 2014 bis 16:00 Uhr (Cut-Off). Alle Orderaufträge, nach diesem Zeitpunkt sind an die Apex Fund Services (Malta) Limited, Luxembourg Branch, zu richten.

Alle Orderaufträge, die ab dem 03. Februar 2014, ab 16:00 Uhr (nach Cut-Off) und bis zum 06. Februar 2014, 16:00 Uhr (vor Cut-Off) bei der Apex Fund Services (Malta) Limited, Luxembourg Branch, eintreffen, werden am 07. Februar 2014 mit Handelstag 06. Februar 2014 abgerechnet.

Der neue Verkaufsprospekt und die wesentlichen Anlegerinformationen, jeweils Stand Februar 2014, sind ab der 3. Februarwoche 2014 am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Luxemburger Zahlstelle und beim deutschen Repräsentanten sowie auf der Homepage der Verwaltungsgesellschaft ([www.vdhi.lu](http://www.vdhi.lu)) kostenlos erhältlich.

Hesperange, im Januar 2014.

von der Heydt Invest SA.

Référence de publication: 2014004002/54.

**SouthBridge Europe Mezzanine GP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 182.152.

—  
STATUTES

In the year two thousand and thirteen on the twenty-second day of November.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

(1) Evanthia Andrianou, born on 5 March 1970 in Athens, Greece, and residing in 47, Vassilissis Sofias Str., Athens, 10676, Greece, here represented by Benoit Kelecom, Lawyer, professionally residing in 33, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given by private seal;

(2) Georgios Longos, born on 26 May 1974 in Cologne, Germany, and residing in 23B, Kalavryton Str., Vrilissia Attikis, 15235, Greece, here represented by Benoit Kelecom, Lawyer, professionally residing in 33, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given by private seal; and

(3) Georgios Mavridis, born on 10 June 1970 in Thessaloniki, Greece, and residing in 20, Paschalias Str., Paleo Psychiko, Athens, 15452, Greece, here represented by Benoit Kelecom, Lawyer, professionally residing in 33, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given by private seal.

Said powers of attorney, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and by the undersigned notary, will remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated.

**1. Art. 1. Name.** There exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) by the name of "SouthBridge Europe Mezzanine GP, S.à r.l." (the Company).

**2. Art. 2. Corporate Object.**

2.1 The purpose of the Company is to act as general partner of, and take general partner interests in, any Luxembourg corporate partnership limited by shares (*société en commandite par actions*). The Company may further hold participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may borrow in any form and privately issue bonds.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

**3. Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**4. Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company.

4.3 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

**5. Art. 5. Share capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600) represented by twelve thousand six hundred (12,600) shares having a nominal value of one euro (EUR1) each.

**6. Art. 6. Amendments to the share capital.** The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general meeting of the shareholders in accordance with article 15 of these articles of association.

**7. Art. 7. Profit sharing.** Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

**8. Art. 8. Indivisible shares.** Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a single representative towards the Company.

**9. Art. 9. Transfer of shares.**

9.1 In case the Company has only one shareholder, the shares held by the sole shareholder are freely transferable.

9.2 In case the Company has several shareholders, any transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of shareholders who represent at least three-quarters of the share capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among shareholders.

9.3 Any transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

9.4 The requirements of articles 189 and 190 of the act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the 1915 Act) will apply to the transfer of shares.

**10. Art. 10. Redemption of shares.**

10.1 The Company shall have the power to acquire shares of its own share capital, provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

10.2 The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association of the Company shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

**11. Art. 11. Death, Suspension of civil rights, Insolvency or Bankruptcy of the shareholders.** The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company.

**12. Art. 12. Management.**

12.1 The Company is managed by a board of managers comprising at least three managers. Each manager shall be assigned either an A or a B signatory power. The managers need not be shareholders. The managers are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

12.2 The general meeting of the shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace any of the managers.

12.3 In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 have been complied with.

12.4 All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the board of managers.

12.5 The Company shall be bound by the joint signatures of a manager with an A signatory power and a manager with a B signatory power.

12.6 A manager with an A signatory power and a manager with a B signatory power jointly may sub-delegate their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The delegating managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

12.7 Resolutions of the board of managers will be adopted by the majority of the managers present or represented and the positive vote of any manager with an A signatory power. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers and provided that a manager with an A signatory power is present or represented at such meeting.

12.8 A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

12.9 Written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by a manager with an A signatory power and a manager with a B signatory power or any manager with an A signatory power. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

12.10 A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by

conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

12.11 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

**13. Art. 13. Liability of the managers.** The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

**14. Art. 14. General meetings of the shareholder(s).**

14.1 An annual general meeting of the shareholders shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

14.2 Other general meetings of the shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

14.3 As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

**15. Art. 15. Shareholders' voting rights, Quorum and Majority.**

15.1 The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

15.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions regardless of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital of the Company.

15.3 However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the 1915 Act.

**16. Art. 16. Financial year.** The Company's financial year starts on 1 January and ends on 31 December of each year.

**17. Art. 17. Financial statements.**

17.1 Each year as at the end of the financial year, the Company's balance sheet and the profit and loss statement are established under the responsibility of the board of managers.

17.2 Each shareholder may inspect the balance sheet and the profit and loss statement at the Company's registered office.

**18. Art. 18. Appropriation of profits, Réserves.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) on a pro rata basis in proportion to his (their) share holding in the Company. The board of managers may decide to pay interim dividends.

**19. Art. 19. Liquidation.** At the time of winding up of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders(s) or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine his (their) powers and remuneration.

**20. Art. 20. Auditor.** In accordance with article 200 of the 1915 Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

**21. Art. 21. Référence to legal provisions.** Référence is made to the provisions of the 1915 Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

*Subscription and Payment*

The Articles having thus been established, all shares have been subscribed as follows:

Evanthia Andrianou, prenamed . . . . .	four thousand two hundred (4,200) shares
Georgios Longos, prenamed . . . . .	four thousand two hundred (4,200) shares
Georgios Mavridis, prenamed . . . . .	<u>four thousand two hundred (4,200) shares</u>
Total: . . . . .	twelve thousand six hundred (12,600) shares

All these shares have been fully paid-up in cash, therefore the amount of twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600) shares is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

*Transitory provisions*

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2013.

*Estimate of costs*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,300.-

*Extraordinary general meeting*

Immediately after the incorporation, the shareholders representing the entire subscribed capital of the Company have herewith adopted the following resolutions:

(1) the number of managers is set at four (4);

(2) the meeting appoints as managers of the Company for an unlimited period of time and with the following signature power:

- Georgios Longos, manager, whose professional address is at 10, Merlin Street, 10671 Athens, Greece, having an A signatory power;

- Allen Foley, manager, whose professional address is at 5, rue Goethe, L-1639 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a B signatory power;

- Anthony Braesch, manager, whose professional address is at 15, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a B signatory power;

- Arnold Spruit, manager, whose professional address is at 15a, rue Langheck, L-5410 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a B signatory power.

(3) the registered office is established at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mil treize, le vingt-deuxième jour du mois de novembre.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

**ONT COMPARU:**

(1) Evanthia Andrianou, née le 5 mars 1970 à Athènes, Grèce, demeurant au 47, Vassilissis Sofias Str., Athènes, 10676, Grèce, ici représentée par Benoit Kelecom, avocat, résidant professionnellement au 33, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

(2) Georgios Longos, né le 26 mai 1974 à Cologne, Allemagne, demeurant au 23B, Kalavryton Str., Vrilissia Attikis, 15235, Grèce, ici représenté par Benoit Kelecom, avocat, résidant professionnellement au 33, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé; et

(3) Georgios Mavridis, né le 10 juin 1970 à Thessalonique, Grèce, demeurant au 20, Paschalias Str., Paleo Psychiko, Athènes, 15452, Grèce, ici représenté par Benoit Kelecom, avocat, résidant professionnellement au 33, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, après paraphe ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesdites parties comparantes, aux termes de la capacité avec laquelle elles agissent, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

**1. Art. 1<sup>er</sup>. Nom.** Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "SouthBridge Europe Mezzanine GP, S.à r.l." (ci-après, la Société).

## **2. Art. 2. Objet social.**

2.1 La Société peut agir en tant qu'associé commandité de, et prendre des intérêts d'associé commandité dans, toute société en commandite par actions luxembourgeoise. La Société peut en outre prendre de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par la vente, par échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations ainsi que la réalisation d'investissements dans des propriétés immobilières.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations.

2.4 La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet.

**3. Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

## **4. Art. 4. Siège social.**

4.1 Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du conseil de gérance de la Société.

4.3 La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'à l'étranger.

**5. Art. 5. Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille six cents euros (EUR 12.600) représenté par 12.600 (douze mille six cents) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune.

**6. Art. 6. Modification du capital social.** Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 15 des présents statuts.

**7. Art. 7. Participation aux bénéfices.** Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

**8. Art. 8. Parts sociales indivisibles.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

## **9. Art. 9. Transfert de parts sociales.**

9.1 Lorsque la Société a un associé unique, toutes les cessions des parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

9.2 En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

9.3 La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux associés survivants.

9.4 Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) doivent être respectées en ce qui concerne le transfert de parts sociales.

## **10. Art. 10. Rachat de parts sociales.**

10.1 La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

10.2 L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts de la Société en vertu de l'article 15 des présents statuts sont d'application.

**11. Art. 11. Décès, Interdiction, Faillite ou Déconfiture des associés.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

## **12. Art. 12. Gérance.**

12.1 La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins trois gérants. Chaque gérant se verra attribué soit un pouvoir de signature A, soit un pouvoir de signature B. Les gérants n'ont pas besoin d'être associés. Les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée générale des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social. 12.2 L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer n'importe lequel des gérants.

12.3 Vis-à-vis des tiers, les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 12.

12.4 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du conseil de gérance.

12.5 La Société sera engagée par la signature conjointe d'un gérant ayant un pouvoir de signature A et un gérant ayant un pouvoir de signature B.

12.6 Un gérant ayant un pouvoir de signature A et un gérant ayant un pouvoir de signature B conjointement pourront déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Les gérants qui délèguent détermineront la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

12.7 Les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et avec le vote positif d'un gérant ayant un pouvoir de signature A. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance et à condition qu'un gérant ayant un pouvoir signature A soit présent ou représenté à cette réunion.

12.8 Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

12.9 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par un gérant ayant un pouvoir de signature A et un gérant ayant un pouvoir de signature B ou tout gérant ayant un pouvoir de signature A. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

12.10 Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

12.11 Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

**13. Art. 13. Responsabilité des gérants.** Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

#### **14. Art. 14. Assemblées générale des associés.**

14.1 Une assemblée générale annuelle de l'associé unique ou des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée.

14.2 D'autres assemblées générales de l'associé unique ou des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

14.3 Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

#### **15. Art. 15. Droits de vote des associés, Quorum et Majorité.**

15.1 L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

15.2 En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

15.3 Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

**16. Art. 16. Année sociale.** L'année sociale de la Société commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

**17. Art. 17. Comptes annuels.**

17.1 Chaque année à la fin de l'année sociale, les comptes sont arrêtés et le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

17.2 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

**18. Art. 18. Distribution des bénéfices, Réserves.** Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. L'assemblée générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

**19. Art. 19. Liquidation.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**20. Art. 20. Commissaire aux comptes - Reviseur d'entreprises.** Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être contrôlée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 (vingt-cinq) associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

**21. Art. 21. Référence aux dispositions légales.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

*Souscription et Libération*

Les Statuts de cette Société ayant ainsi été établis, les parties comparantes déclarent qu'elles souscrivent les parts sociales comme suit:

Evanthia Andrianou, prénommée . . . . .	quatre mille deux cents (4.200) parts sociales
Georgios Longos, prénommé . . . . .	quatre mille deux cents (4.200) parts sociales
Georgios Mavridis, prénommé . . . . .	quatre mille deux cents (4.200) parts sociales
Total: . . . . .	douze mille six cents (12.600) parts sociales

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par les parties susmentionnées par paiement en numéraire, de sorte que la somme de EUR 12.600 (douze mille six cents euros) est désormais à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

*Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2013.

*Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement EUR 1.300.-.

*Assemblée générale extraordinaire*

Immédiatement après la constitution, les associés représentant la totalité du capital souscrit ont pris les résolutions suivantes:

1. les membres du conseil de gérance sont au nombre de quatre (4).
2. sont nommés gérants pour une durée indéterminée avec les pouvoirs de signature suivants:
  - Georgios Longos, gérant, dont l'adresse professionnelle est au 10, Merlin Street, 10671 Athènes, Grèce, ayant un pouvoir de signature A;
  - Allen Foley, gérant, dont l'adresse professionnelle est au 5, rue Goethe, L-1639 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un pouvoir de signature B;
  - Anthony Braesch, gérant, dont l'adresse professionnelle est au 15, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un pouvoir de signature B;
  - Arnold Spruit, gérant, dont l'adresse professionnelle est au 15a, rue Langheck, L-5410 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un pouvoir de signature B.
3. le siège social de la société est établi au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.



Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une traduction française. A la requête de ces mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaut.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: B. KELECOM et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 novembre 2013. Relation: LAC/2013/54029. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 4 décembre 2013.

Référence de publication: 2013169913/387.

(130206897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

**New Blitz, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4081 Esch-sur-Alzette, 42, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 181.757.

—  
STATUTS

L'an deux mil treize, le quatorze novembre.

Pardevant Maître Urbain THOLL, notaire de résidence à Mersch.

Ont comparu:

- Madame Maria Alexandra AGUIAR DA FONSECA, retraitée, demeurant à L-4081 Esch/Alzette, 42, rue Dicks,
- Madame Ana AGUIAR DA FONSECA HENRIQUES DE NORONHA YUSTE, salariée, demeurant à L-4081 Esch/Alzette, 42, rue Dicks.

Lesquelles comparantes ont requis le notaire instrumentaire d'acter les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elles ont déclaré constituer comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La société à responsabilité limitée prend la dénomination de «NEW BLITZ».

**Art. 2.** Le siège est établi à Esch/Alzette.

Le siège social pourra être transféré sur simple décision de la gérance en tout autre endroit de la localité. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'associé ou des associés réunis en assemblée générale.

**Art. 3.** La société a pour objet:

- l'exploitation d'un café avec débit de boissons alcooliques et non alcooliques, ainsi que de petite restauration;
- l'organisation et la tenue d'événements culturels, musicaux et de loisirs.

Elle peut entreprendre et réaliser toutes opérations et entreprises mobilières ou immobilières, industrielles, civiles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet social et même à tous autres objets qui sont de nature à favoriser ou à développer l'activité de la société.

Elle pourra emprunter, hypothéquer et gager ses biens au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers.

La société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.

**Art. 4.** La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle pourra être dissoute par décision de l'associé ou des associés.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS (12.500.-) EUROS, représenté par CENT (100) parts sociales, d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ (125.-) EUROS chacune.

**Art. 6.** Lorsque la société ne comprend qu'un associé, celui-ci sera libre de céder tout ou partie des parts à qui il l'entend.

Lorsque la société comprend plusieurs associés les parts sont librement cessibles entre associés, sous réserve d'un droit de préemption pour chaque associé au prorata de sa participation dans le capital.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que de l'accord des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires des parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est toutefois pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires ou au conjoint survivant.

Les cessions de parts ne sont opposables à la société et aux tiers que si elles ont été faites dans les formes prévues par l'article 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que cette loi a été modifiée.

**Art. 7.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé ou des associés ne mettent pas fin à la société.

**Art. 8.** Les héritiers et créanciers de l'associé ou des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration.

**Art. 9.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'associé ou par les associés avec ou sans limitation de leur mandat. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision de l'associé ou des associés.

**Art. 10.** L'associé ou les associés fixent les pouvoirs du ou des gérants lors de sa/leur nomination.

**Art. 11.** Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent, en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

**Art. 13.** A la fin de chaque exercice un bilan, un inventaire et un compte de profits et pertes seront établis. Le bénéfice net après déduction des frais d'exploitation, des traitements ainsi que des montants jugés nécessaire à titre d'amortissement et de réserves sera réparti comme suit:

- a) cinq pour cent (5%) au moins pour la constitution de la réserve légale, dans la mesure des prescriptions légales;
- b) le solde restant est à la disposition de l'assemblée générale.

Les pertes, s'il en existe, seront supportées par les associés proportionnellement au nombre de leurs parts, sans que toutefois aucun des associés puisse être tenu ou responsable au-delà du montant de ses parts.

**Art. 14.** En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants en exercice ou à défaut par l'associé ou par l'un des associés désigné d'un commun accord.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

**Art. 15.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts l'associé ou les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales en vigueur.

Le notaire a attiré l'attention des parties sur le fait que l'exercice de l'activité sociale prémentionnée requiert l'autorisation préalable des autorités compétentes.

#### *Souscription - Libération*

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparantes ont déclaré souscrire les CENT (100) parts sociales, comme suit:

- Madame Maria Alexandra AGUIAR DA FONSECA, retraitée, demeurant à L-4081 Esch/Alzette, 42, rue Dicks,	75
SOIXANTE-QUINZE parts sociales . . . . .	
- Madame Ana AGUIAR DA FONSECA HENRIQUES DE NORONHA YUSTE, salariée, demeurant à L-4081	25
Esch/Alzette, 42, rue Dicks, VINGT-CINQ parts sociales . . . . .	
Total: CENT parts sociales . . . . .	100.

Toutes les parts ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS (12.500.-) EUROS se trouve dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire, qui le constate expressément.

#### *Frais*

Les frais de toute nature incombant à la société en raison de sa constitution sont estimés à MILLE CENT (1.100.-) EUROS.

#### *Disposition transitoire*

Par dérogation, le premier exercice social commence ce jour et se terminera le 31 décembre 2014.

#### *Assemblée générale extraordinaire.*

Et à l'instant, les associées représentant l'intégralité du capital social ont déclaré se réunir en assemblée générale extraordinaire, à laquelle elles se déclarent dûment convoquées et ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

- 1) Elles se nomment gérantes administratives pour une durée indéterminée.

Elles nomment gérante technique pour une durée de deux ans Madame Gracinda DOS SANTOS DE CARVALHO, salariée, demeurant à L-4037 Esch/Alzette, 18, rue Simon Bolivar.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes d'une gérante administrative et de la gérante technique.

2) Elles déclarent que l'adresse de la société est fixée à L-4081 Esch/Alzette, 42, rue Dicks.

Dont acte, fait et passé à Mersch, en l'étude, date qu'entête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, connues du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elles ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Aguiar da Fonseca, Aguiar da Fonseca Henriques de Noronha Yuste, THOLL.

Enregistré à Mersch, le 19 novembre 2013. Relation: MER/2013/2477. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Muller.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial C.

Mersch, le 21 novembre 2013.

Référence de publication: 2013163730/104.

(130199429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

---

**First London European Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 122.194.

*Extrait des résolutions circulaires prises par le conseil de gérance de la société en date du 6 décembre 2013*

Le conseil de gérance de la Société décide de transférer le siège social de la Société du 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 30 septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013176734/12.

(130215400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

---

**First London European Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 122.194.

Le siège social actuel de l'associé de la Société, First London European Holdings S.à r.l., est le suivant: 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013176735/11.

(130216357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

---

**Kauri Cab Arminius, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 131.585.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait*

Il résulte des résolutions prises par les associés en date du 26 novembre 2013 que:

1. la clôture de la liquidation a été prononcée et que la société a cessé d'exister à partir de ce jour.
2. les livres et documents de la société seront déposés et conservés pendant une période de 5 ans à l'adresse suivante: 26-28 rue Edward Steichen, L-2530 Luxembourg.

Luxembourg, le 05 décembre 2013.

Pour KAURI CAB ARMINIUS

Le Liquidateur

Référence de publication: 2013169733/16.

(130207151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

---

**Lex Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 39, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 93.494.

*Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Actionnaire en date du 5 Novembre 2013*

En date du 5 novembre 2013, l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Actionnaire a décidé d'accepter la démission de Egbert Le Roux en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 24 juillet 2013 et a décidé de nommer Moira Potgieter, résident professionnellement au 39, avenue Monterey L-2163 Luxembourg, comme administrateur de la Société avec effet au 9 octobre 2013 jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013169753/13.

(130206982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

---

**SCHILTZ Architectes-Ingénieurs S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1133 Luxembourg, 15, rue des Ardennes.

R.C.S. Luxembourg B 63.172.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 30 septembre 2013.*

L'Assemblée nomme Monsieur Guy SCHILTZ demeurant à 8, Edward Steichen, Bivange, Président du Conseil d'Administration et Administrateur délégué. Il pourra engager la société en toutes circonstances par sa seule signature.

Jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015, les personnes suivantes sont mandataires de la société:

*Conseil d'Administration*

M. Guy SCHILTZ, Président du Conseil d'Administration	Bivange
M. Joachim HENZEL, Administrateur	D-Wehrheim
M. Pierre-Paul SCHILTZ, Administrateur	Hesperange

Modification adresse privée:

5, rue de Gasperich, L - 5826 Hesperange

*Administrateur délégué*

M. Guy SCHILTZ	Bivange
----------------	---------

*Commissaire aux comptes*

EURO INVEST Management S.A., 282, route de Longwy, L - 1940 Luxembourg

Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Pour avis sincère et conforme

Fiduciaire des Classes Moyennes

Référence de publication: 2013169934/25.

(130206704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

---

**PE-Invest SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 111.657.

Les comptes annuels au 30.09.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16.12.2013.

PE-Invest SICAV

Maria Löwenbrück / Petra Hauer

Référence de publication: 2013176108/12.

(130214966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

---

**Bernos Patrimoine S.A., Société Anonyme,  
(anc. Bernos Patrimoine S.A., SPF).**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 174.515.

L'an deux mille treize, le dix-sept octobre.

Par devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est tenue l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la société "BERNOS PATRIMOINE S.A., SPF", avec siège social à L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date u 27 décembre 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 573 du 8 mars 2013, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors (la Société).

L'assemblée est présidée par Madame Solange Wolter, employée demeurant professionnellement à Luxembourg.

La président désigne comme secrétaire et l'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Ludovic Gavatz, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente prie le notaire d'acter que:

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, la présidente déclare et prie le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

II. Toutes les TROIS CENT DIX (310) actions étant représentées à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. La présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

IV. L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Modification de la dénomination sociale de «BERNOS PATRIMOINE S.A., SPF» en «BERNOS PATRIMOINE S.A.» et modification subséquente du paragraphe 1.2 de l'article 1 des statuts pour lui donner la teneur suivante: «La Société existe sous la dénomination de BERNOS PATRIMOINE S.A.».

2. Modification de l'objet social de la Société et modification subséquente de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« 4.1. La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

4.2. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

4.3. Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toutes entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

4.4. La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts ou à assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de société que la Société ainsi que toutes autres sociétés ou tiers.

4.5. La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

4.6. Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens. Elle pourra aussi placer et gérer ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.»

3. Modification du paragraphe 1.1 de l'article 1 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

**1.1.** Il est formé une société anonyme «la Société), laquelle sera régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'amendée (la Loi), et par les présents statuts (les Statuts).»

4. Suppression du paragraphe 6.1 de l'article 6 des statuts.

5. Modification de l'article 20 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi.»

6. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

#### *Première résolution*

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale de «BERNOS PATRIMOINE S.A., SPF» en «BERNOS PATRIMOINE S.A.» et de modifier le paragraphe 1.2 de l'article 1 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«La Société existe sous la dénomination de BERNOS PATRIMOINE S.A.».

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la Société et de modifier l'article 4 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

**4.1.** La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

**4.2.** La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

**4.3.** Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toutes entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

**4.4.** La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts ou à assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de société que la Société ainsi que toutes autres sociétés ou tiers.

**4.5.** La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

**4.6.** Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens. Elle pourra aussi placer et gérer ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.»

#### *Troisième résolution*

L'assemblée décide de modifier le paragraphe 1.1 de l'article 1 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

**1.1.** Il est formé une société anonyme «la Société), laquelle sera régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'amendée (la Loi), et par les présents statuts (les Statuts).»

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée décide de supprimer le paragraphe 6.1 de l'article 6 des statuts.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 20 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi.»

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: S. WOLTER, L. GAVATZ et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 octobre 2013. Relation: LAC/2013/48644. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Référence de publication: 2013163975/111.

(130200837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

### **123 SCI, Société Civile Immobilière.**

Siège social: L-4991 Sanem, 159, rue de Niederkorn.

R.C.S. Luxembourg E 4.115.

#### **DISSOLUTION**

L'an deux mille treize, le dix-neuf novembre.

Pardevant Maître Robert SCHUMAN, notaire de résidence à Differdange.

#### **ONT COMPARU:**

1.- Monsieur Carlo KAUFFMANN, employé privé, né à Esch/Alzette, le 2 février 1959 (Matricule 1959 0202 153), demeurant à L-3832 Schifflange, 30, rue Pierre Dupong,

2.- Monsieur Antonio COLICCHIA, retraité, né à Barisciano, Italie, le 3 octobre 1939 (Matricule 1939 1003 036), demeurant à L-4853 Rodange, 18, rue Vullasang,

3.- Madame Maria DI PASQUALE, femme au foyer, née à Fagnano Alto, Italie, le 27 décembre 1948 (Matricule 1948 1227 146), demeurant à L-4853 Rodange, 18, rue Vullasang,

4.- Madame Gabriella COLICCHIA, employée privée, née à Pétange, le 1<sup>er</sup> mai 1971 (Matricule 1971 0501 141), demeurant à L-4916 Bascharage, 19, rue Pierre Clement,

5.- Monsieur Manuele COLICCHIA, carrossier, né à Pétange, le 1<sup>er</sup> avril 1979 (Matricule 1979 0401 177), demeurant à L-4910 Hautcharage, 65A, rue de Bascharage.

Mention est faite ici que les comparants sub 2.-, 3.- et 5.- sont tous ici représentés par Madame Gabriella COLICCHIA, préqualifiée, en vertu d'une procuration sous seing privé délivrée en date du 16 novembre 2013, laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Lesquels comparants déclarent qu'ils sont les seuls et uniques associés de la 123 SCI avec siège social à L-4991 Sanem, 159, rue de Niederkorn;

que la prédite société a été constituée suivant acte reçu par le notaire Aloyse BIEL, alors de résidence à Esch/Alzette, en date du 12 juin 2009, publié au Mémorial C no 1535 en date du 10 août 2009, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le prédit notaire Aloyse BIEL en date du 29 avril 2010, publié au Mémorial C no 1659 du 14 août 2010;

que le capital social est fixé à deux mille cinq cents euro (€ 2.500.-), divisé en cent (100) parts d'intérêt d'une valeur nominale de vingt-cinq euro (€ 25.-) chacune;

que ladite société n'a plus d'activités depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013;

que les associés ont décidé en conséquence la dissolution et la liquidation de la prédite société;

qu'ils se déclarent investis de tout l'actif de la société, dont ils déclarent être les bénéficiaires économiques réels;

qu'à leur connaissance il n'existe plus de passif à charge de la société et qu'ils s'engagent expressément à régler solidairement tout passif éventuel;

que partant la société est à considérer comme définitivement dissoute;

que les livres et documents de la société dissoute resteront déposés et conservés pendant cinq ans au moins au domicile privé de Monsieur Carlo KAUFFMANN, préqualifié.

DONT ACTE, fait et passé à Differdange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, connues du notaire par noms, prénoms, états et demeures, elles ont signé l'acte avec Nous notaire.

Signé: Kauffmann, Colicchia, Schuman.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 22 novembre 2013. Relation: EAC/2013/15276.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Differdange, le 26 novembre 2013.

Référence de publication: 2013164610/50.

(130201357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

---

**Minpress Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 159.859.

—  
*Extrait d'une résolution prise par l'associé de la société en date du 28 octobre 2013:*

Mme Joanna Wilesmith avec adresse professionnelle au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, a démissionné de son mandat de gérant de la société avec effet au 15 novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Référence de publication: 2013169823/12.

(130206629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

---

**Stonehenge SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 165.734.

—  
*Extrait des résolutions de l'actionnaire unique*

En date du 2 décembre 2013, l'actionnaire unique a renouvelé les mandats des membres du conseil d'administration:

- Richard BREKELMANS, demeurant professionnellement à 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg;
- Abdelhakim CHAGAAR, demeurant professionnellement à 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg;
- Dorota SZCZEPANSKA, demeurant professionnellement à 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels 2018 qui se tiendra en 2019.

L'actionnaire unique a également renouvelé le mandat du commissaire aux comptes de la Société:

- Certifica Luxembourg S.à r.l., avec siège social à 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels 2018 qui se tiendra en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Stijn CURFS  
Mandataire

Référence de publication: 2013169924/21.

(130207034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

---

**Bisonte Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 180.783.

—  
Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Référence de publication: 2013173874/10.

(130212469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2013.

---